



1ST SESSION, 38<sup>TH</sup> LEGISLATURE, ONTARIO  
53 ELIZABETH II, 2004

1<sup>RE</sup> SESSION, 38<sup>E</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
53 ELIZABETH II, 2004

## Bill 94

*(Chapter 8  
Statutes of Ontario, 2004)*

**An Act respecting  
public accounting**

**The Hon. M. Bryant**  
Attorney General

1st Reading	June 9, 2004
2nd Reading	June 10, 2004
3rd Reading	June 10, 2004
Royal Assent	June 17, 2004

## Projet de loi 94

*(Chapitre 8  
Lois de l'Ontario de 2004)*

**Loi concernant  
l'expertise comptable**

**L'honorable M. Bryant**  
Procureur général

1 <sup>RE</sup> lecture	9 juin 2004
2 <sup>E</sup> lecture	10 juin 2004
3 <sup>E</sup> lecture	10 juin 2004
Sanction royale	17 juin 2004





## EXPLANATORY NOTE

*This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 94 and does not form part of the law. Bill 94 has been enacted as Chapter 8 of the Statutes of Ontario, 2004.*

The Bill enacts the *Public Accounting Act, 2004*, repeals the *Public Accountancy Act* and makes complementary amendments to other statutes to reflect the enactment of the Act and new terminology used in the French version of the Act.

Section 1 contains definitions, including the definition of “designated body”. A designated body means each of the Certified General Accountants Association of Ontario, the Institute of Chartered Accountants of Ontario and the Society of Management Accountants of Ontario. Section 2 sets out what constitutes public accounting services for the purposes of the Act.

Sections 3 to 12 deal with the licensing of public accountants. A person cannot practise as a public accountant unless licensed under the Act (section 3). To be eligible to be licensed, a person must be a member of a designated body (section 4). A person is entitled to be licensed by a designated body if the person meets the statutory requirements (section 5).

There are provisions that deal with the licensing of persons from other jurisdictions by the relevant designated body (section 6).

A person or two or more persons who are practising public accounting may establish a professional corporation for the purpose of practising public accounting (section 11). The Act and regulations continue to apply to a person licensed under the Act even if the person practises through a professional corporation (section 12).

The offences and penalties are set out in sections 13 to 17. It is an offence for a person to practise as a public accountant, to use the title of “Public Accountant” or hold himself, herself or itself out as being authorized to practise unless the person is licensed under the Act (section 13). It is also an offence to obtain a licence or certificate of authorization through a false representation (section 14). A prosecution under the Act may not be commenced more than two years after the subject-matter of the prosecution arose (section 17).

The Public Accountants Council for the Province of Ontario is continued as a body corporate (section 18). The purpose of the Council is to ensure that public accounting is practised in accordance with internationally respected public accounting standards (subsection 19 (1)). The objects of the Council are to oversee the regulation of public accounting in the public interest by, among other things, developing and maintaining the standards that a designated body must meet to be authorized to license its members and overseeing the designated bodies (subsection 19 (2)). Before a standard developed by the Council is finalized, it must be submitted to the Minister (subsection 19 (5)). A designated body may be authorized in writing to regulate the licensing of public accountants once the Council is satisfied that the designated body meets the standards (subsection 20 (1)). The Council may revoke a designated body's authorization (subsection 21 (5)).

The composition and administration of the Council are dealt with in sections 25 to 36 of the Act and various miscellaneous matters are dealt with in sections 37 to 40.

## NOTE EXPLICATIVE

*La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 94, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 94 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2004.*

Le projet de loi édicte la *Loi de 2004 sur l'expertise comptable*, abroge la *Loi sur la comptabilité publique* et apporte des modifications complémentaires à d'autres lois pour tenir compte de l'édition de la Loi et de la nouvelle terminologie utilisée dans la version française de la Loi.

L'article 1 contient des définitions, y compris celle du terme «organisme désigné». Un organisme désigné s'entend de l'Association des comptables généraux accrédités de l'Ontario, de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario et de la Société des comptables en management de l'Ontario. L'article 2 énonce ce qui constitue des services d'expertise comptable pour l'application de la Loi.

Les articles 3 à 12 portent sur la délivrance de permis aux experts-comptables. Il est interdit d'exercer la profession d'expert-comptable sans permis délivré en vertu de la Loi (article 3). Pour être admissible à un tel permis, une personne doit être membre d'un organisme désigné (article 4). La personne qui remplit les exigences légales a le droit d'obtenir un permis délivré par un organisme désigné (article 5).

Des dispositions portent sur la délivrance de permis à des personnes de l'extérieur de la province par l'organisme désigné compétent (article 6).

Une personne ou deux personnes ou plus qui exercent la profession d'expert-comptable peuvent créer une société professionnelle aux fins de l'exercice de la profession d'expert-comptable (article 11). La Loi et les règlements continuent de s'appliquer au titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi même s'il exerce la profession d'expert-comptable par l'intermédiaire d'une société professionnelle (article 12).

Les infractions et les peines sont prévues aux articles 13 à 17. Commet une infraction la personne qui, sans être titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi, exerce la profession d'expert-comptable, utilise le titre d'«expert-comptable» ou se présente comme étant autorisée à exercer cette profession (article 13). L'obtention d'un permis ou d'un certificat d'autorisation au moyen d'une assertion fautive constitue également une infraction (article 14). Aucune poursuite ne peut être intentée en vertu de la Loi plus de deux ans après la naissance de l'objet de la poursuite (article 17).

Le Conseil des experts-comptables de la province de l'Ontario est prorogé à titre de personne morale (article 18). Le Conseil a pour objectif de veiller à ce que la profession d'expert-comptable soit exercée conformément aux normes d'expertise comptable reconnues à l'échelle internationale (paragraphe 19 (1)). Le Conseil a pour mission de superviser la réglementation de la profession d'expert-comptable dans l'intérêt public, notamment en élaborant et maintenant les normes que doivent respecter les organismes désignés afin d'être autorisés à délivrer à leurs membres des permis d'experts-comptables et en supervisant les organismes désignés (paragraphe 19 (2)). Avant d'être arrêtée, toute norme élaborée par le Conseil doit être soumise au ministre (paragraphe 19 (5)). Un organisme désigné peut être autorisé par écrit à réglementer la délivrance de permis aux experts-comptables lorsque le Conseil est convaincu qu'il se conforme aux normes (paragraphe 20 (1)). Le Conseil peut révoquer l'autorisation donnée à un organisme désigné (paragraphe 21 (5)).

La composition et l'administration du Conseil sont traitées aux articles 25 à 36 de la Loi et diverses autres questions sont traitées aux articles 37 à 40.

The Council is given authority to make regulations in section 41, but the Minister may require that the Council make, amend or revoke a regulation (subsection 41 (5)). If the Council fails to comply with the Minister's requirement, the Lieutenant Governor in Council may make a regulation that carries out the intent of the requirement (subsection 41 (6)). The Lieutenant Governor in Council may also make regulations in certain areas (section 42) and may make transitional regulations (section 43).

Issues around the transition from the *Public Accountancy Act* to this Act are dealt with in section 44. Licences issued under the *Public Accountancy Act* are continued until July 1, 2005 or a prescribed date (subsection 44 (1)) and a person may apply for licensing under subsection 14 (1) of the *Public Accountancy Act* until March 31, 2005, but the licences are issued under the new Act. Although the Council is replaced, the Council under the *Public Accountancy Act* continues to act for limited purposes for six months after the new Act is proclaimed in force or such other date as is prescribed.

L'article 41 autorise le Conseil à prendre des règlements, mais le ministre peut exiger de celui-ci qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement (paragraphe 41 (5)). Si le Conseil ne satisfait pas à l'exigence du ministre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre un règlement qui donne effet à cette exigence (paragraphe 41 (6)). Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également prendre des règlements dans certains domaines (article 42) et peut prendre des règlements transitoires (article 43).

L'article 44 porte sur des questions concernant la transition de la *Loi sur la comptabilité publique* à la nouvelle loi. Les permis délivrés en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique* sont prorogés jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2005 ou une date prescrite (paragraphe 44 (1)). Quiconque peut faire une demande de permis en application du paragraphe 14 (1) de la *Loi sur la comptabilité publique* jusqu'au 31 mars 2005, mais les permis sont délivrés en vertu de la nouvelle loi. Malgré son remplacement, le Conseil au sens de la *Loi sur la comptabilité publique* continue d'agir à des fins limitées pendant les six mois qui suivent la proclamation en vigueur de la nouvelle loi ou jusqu'à toute autre date prescrite.

**An Act respecting  
public accounting**

**Loi concernant  
l'expertise comptable**

**CONTENTS**

- DEFINITIONS AND APPLICATION
1. Definitions
  2. Public accounting services
- LICENSING OF PUBLIC ACCOUNTANTS
3. Public accounting licence required
  4. Mandatory membership in designated body
  5. Licensing by a designated body
  6. Licensing of persons from other jurisdictions, designated body
  7. Period of licence
  8. Renewal of licence
  9. Fees, designated bodies
  10. Effect of revocation
- PROFESSIONAL CORPORATIONS
11. Professional corporations permitted
  12. Application of Act and regulations
- OFFENCES AND PENALTIES
13. Prohibition, use of title, etc.
  14. Obtaining licence or certificate of authorization by false representation
  15. Abuse of licence
  16. Costs
  17. Limitation
- CONTINUATION AND OBJECTS OF  
THE PUBLIC ACCOUNTANTS COUNCIL
18. Council continued
  19. Purpose of Council
  20. Application for authorization to license and govern activities
  21. Review of operation of designated bodies
  22. Public complaints reviewed by Council
  23. Annual report of designated bodies
  24. Designated body to provide information
- COMPOSITION AND ADMINISTRATION OF COUNCIL
25. Composition of the Council
  26. Officers
  27. Resignation of member
  28. Meetings of the Council
  29. Voting at meetings of the Council
  30. Quorum
  31. Committees
  32. Roll of Public Accountants
  33. Fees to Council

**SOMMAIRE**

- DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION
1. Définitions
  2. Services d'expertise comptable
- DÉLIVRANCE DE PERMIS AUX EXPERTS-COMPTABLES
3. Permis d'expert-comptable obligatoire
  4. Adhésion obligatoire à un organisme désigné
  5. Délivrance de permis par un organisme désigné
  6. Délivrance de permis à des personnes de l'extérieur de la province : organisme désigné
  7. Période de validité du permis
  8. Renouvellement
  9. Droits, organismes désignés
  10. Conséquence de la révocation
- SOCIÉTÉS PROFESSIONNELLES
11. Sociétés professionnelles autorisées
  12. Application de la présente loi et des règlements
- INFRACTIONS ET PEINES
13. Interdiction quant à l'emploi du titre
  14. Obtention frauduleuse d'un permis ou d'un certificat d'autorisation
  15. Usage abusif du permis
  16. Dépens
  17. Délai de prescription
- PROROGATION ET MISSION DU CONSEIL  
DES EXPERTS-COMPTABLES
18. Prorogation du Conseil
  19. Objectif du Conseil
  20. Demande d'autorisation pour délivrer des permis et régir les activités des membres
  21. Examen des activités des organismes désignés
  22. Plaintes du public examinées par le Conseil
  23. Rapport annuel des organismes désignés
  24. Fourniture de renseignements par l'organisme désigné
- COMPOSITION ET ADMINISTRATION DU CONSEIL
25. Composition du Conseil
  26. Dirigeants
  27. Démission d'un membre du Conseil
  28. Réunions du Conseil
  29. Vote aux réunions du Conseil
  30. Quorum
  31. Comités
  32. Tableau des experts-comptables
  33. Versement des droits au Conseil

34. Payment of expenses, salaries and pensions  
 35. Audit of accounts  
 36. Accounts to be furnished to Minister

## MISCELLANEOUS

37. No costs, etc., recoverable by unlicensed person  
 38. Authentication of regulations and other documents  
 39. Service of documents  
 40. Freedom from action

## REGULATIONS

41. Regulations  
 42. Regulations made by Lieutenant Governor in Council  
 43. Regulations, transitional matters

## TRANSITION

44. Transition

REPEAL, AMENDMENTS, COMMENCEMENT  
AND SHORT TITLE

45. Repeal  
 46. Table of amendments  
 47. Amendments to French versions of Acts  
 48. Certified General Accountants Association of Ontario Act, 1983  
 49. The Chartered Accountants Act, 1956  
 50. Society of Management Accountants of Ontario Act, 1941  
 51. Commencement  
 52. Short title

34. Paiement des dépenses, des traitements et des pensions de retraite  
 35. Vérification des comptes  
 36. Transmission des comptes vérifiés au ministre

## DISPOSITIONS DIVERSES

37. Frais non recouvrables par les personnes non titulaires d'un permis  
 38. Authenticité des règlements et autres documents  
 39. Signification des documents  
 40. Irrecevabilité d'actions

## RÈGLEMENTS

41. Règlements  
 42. Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil  
 43. Règlements : questions transitoires

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

44. Dispositions transitoires

ABROGATION, MODIFICATIONS, ENTRÉE EN VIGUEUR  
ET TITRE ABRÉGÉ

45. Abrogation  
 46. Tableau des modifications  
 47. Modifications apportées à la version française de lois  
 48. Loi intitulée Certified General Accountants Association of Ontario Act, 1983  
 49. Loi intitulée The Chartered Accountants Act, 1956  
 50. Loi intitulée Society of Management Accountants of Ontario Act, 1941  
 51. Entrée en vigueur  
 52. Titre abrégé

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

## DEFINITIONS AND APPLICATION

## Definitions

## 1. In this Act,

“authorized designated body” means a designated body that is authorized under subsection 20 (1) to license and govern the activities of its members as public accountants; (“organisme désigné autorisé”)

“Council” means The Public Accountants Council for the Province of Ontario; (“Conseil”)

“designated body” means each of the Certified General Accountants Association of Ontario, the Institute of Chartered Accountants of Ontario and the Society of Management Accountants of Ontario and any other prescribed entity; (“organisme désigné”)

“Minister” means the member of the Executive Council to whom the administration of this Act is assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“prescribed” means prescribed by the regulations made under this Act; (“prescrit”)

“professional corporation” means a corporation incorporated under the *Business Corporations Act*; (“société professionnelle”)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

## DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

## Définitions

## 1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«Conseil» Le Conseil des experts-comptables de la province de l'Ontario. («Council»)

«expert-comptable» La personne qui, seule ou en société de personnes ou par l'intermédiaire d'une société professionnelle, exerce la profession d'expert-comptable ou propose de l'exercer. («public accountant»)

«ministre» Le membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«organisme désigné» L'Association des comptables généraux accrédités de l'Ontario, l'Institut des comptables agréés de l'Ontario et la Société des comptables en management de l'Ontario. («designated body»)

«organisme désigné autorisé» Organisme désigné qui est autorisé, en vertu du paragraphe 20 (1), à délivrer à ses membres des permis d'experts-comptables et à régir leurs activités à ce titre. («authorized designated body»)

“public accountant” means a person who either alone or in partnership or through a professional corporation practises public accounting or offers to practise public accounting. (“expert-comptable”)

#### Public accounting services

2. (1) For the purposes of this Act and subject to any limitations that are prescribed, the practice of public accounting means providing, on a basis that is independent of the person for whom the services are being provided, either of the following services:

1. Assurance engagements, including an audit or a review engagement, conducted with respect to the correctness, fairness, completeness or reasonableness of a financial statement or any part of a financial statement or any statement attached to a financial statement, if it can reasonably be expected that the services will be relied upon or used by a third party.
2. Subject to subsection (3), compilation services, if it can reasonably be expected that all or any portion of the compilations or associated materials prepared by the person providing the services will be relied upon or used by a third party.

#### Inclusion of opinion in assurance engagements

(2) Assurance engagements described in paragraph 1 of subsection (1) may or may not include the rendering of an opinion or other statement by the person who is providing the services.

#### Exception to public accounting

(3) If the compilations or associated materials prepared by the person in providing compilation services that otherwise fall within paragraph 2 of subsection (1) contain a notice in the prescribed form that provides that any assurance given by the person is limited to the accuracy of the computations required in order to complete the compilation, the provision of the compilation services does not constitute public accounting for the purposes of this Act.

### LICENSING OF PUBLIC ACCOUNTANTS

#### Public accounting licence required

3. (1) A person who is engaged in the practice of public accounting shall,

- (a) in the case of an individual, be licensed in accordance with this Act; and
- (b) in the case of a professional corporation, hold a certificate of authorization in accordance with this Act.

#### Exception

(2) Despite subsection (1), a person is not required to be licensed in accordance with this Act if the person provides public accounting services exclusively in respect of,

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

«société professionnelle» Société qui est constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions*. («professional corporation»)

#### Services d'expertise comptable

2. (1) Pour l'application de la présente loi et sous réserve des restrictions prescrites, l'exercice de l'expertise comptable s'entend de la fourniture, d'une façon indépendante de la personne pour laquelle sont fournis les services, de l'un ou l'autre des services suivants :

1. Les missions de certification, y compris la vérification ou la mission d'examen, effectuées relativement à l'exactitude, à la présentation fidèle, à l'intégralité ou à la cohérence d'un état financier ou de toute partie de celui-ci ou de tout état joint à un état financier, s'il peut être raisonnable de s'attendre qu'un tiers se fie sur ces services ou les utilise.
2. Sous réserve du paragraphe (3), les services de compilation, s'il peut être raisonnable de s'attendre qu'un tiers se fie, en tout ou en partie, aux compilations ou aux documents afférents que prépare la personne qui fournit les services, ou qu'il les utilise en tout ou en partie.

#### Inclusion d'une opinion dans les missions de certification

(2) Les missions de certification visées à la disposition 1 du paragraphe (1) peuvent ou non inclure la formulation d'une opinion ou d'un autre énoncé de la part de la personne qui fournit les services.

#### Exception

(3) Si les compilations ou les documents afférents que prépare la personne lorsqu'elle fournit des services de compilation qui sont par ailleurs visés à la disposition 2 du paragraphe (1) contiennent un avis sous la forme prescrite selon lequel toute assurance donnée par la personne se limite à l'exactitude des calculs nécessaires à l'exécution de la compilation, la fourniture des services de compilation ne constitue pas une expertise comptable pour l'application de la présente loi.

### DÉLIVRANCE DE PERMIS AUX EXPERTS-COMPTABLES

#### Permis d'expert-comptable obligatoire

3. (1) Quiconque exerce la profession d'expert-comptable doit :

- a) dans le cas d'un particulier, être titulaire d'un permis délivré conformément à la présente loi;
- b) dans le cas d'une société professionnelle, détenir un certificat d'autorisation délivré conformément à la présente loi.

#### Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), n'est pas tenu d'être titulaire d'un permis délivré conformément à la présente loi quiconque fournit des services d'expertise comptable exclusivement à l'égard :

- (a) any public authority or any commission, committee or emanation of a public authority, including a Crown corporation;
- (b) any bank, loan or trust company;
- (c) any transportation company incorporated by an Act of the Parliament of Canada; or
- (d) any other publicly-owned or publicly-controlled public utility organization.

**Other practices not precluded**

(3) A person is not required to be licensed in accordance with this Act for providing services as,

- (a) a bookkeeper or for engaging in bookkeeping, in cost accounting or in the installation of bookkeeping or business systems, solely by virtue of engaging in those activities; or
- (b) a person preparing or offering to prepare financial statements solely as part of tax returns, if the person offers,
  - (i) no opinion independent of the taxpayer in respect of the financial statements or in respect of the returns, or
  - (ii) no other service requiring a licence under this Act.

**Mandatory membership in designated body**

4. (1) To be eligible to be licensed under this Act, a person must be a member of a designated body.

**Single designated body for licensing**

(2) If a person is a member of more than one designated body, he or she may identify only one designated body for the purposes of his or her eligibility for a licence.

**Loss of licence on ceasing to be a member**

(3) If a person who is licensed under this Act ceases to be a member of the designated body that issued his or her licence, the person's licence is revoked as of the day he or she ceases to be a member of the designated body.

**Licensing by a designated body**

5. If the designated body that the person has identified for the purposes of eligibility to be licensed is an authorized designated body, the person is entitled to be licensed as a public accountant under this Act if,

- (a) the person is a member of the designated body;
- (b) the person applies to the designated body and pays the fees established by it;
- (c) the person meets the qualifications to be licensed as a public accountant established by the design-

- a) soit d'un corps public ou d'une commission, d'un comité ou autre émanation de ce corps public, y compris une société de la Couronne;
- b) soit d'une banque ou d'une société de prêt ou de fiducie;
- c) soit d'une compagnie de transport constituée par une loi du Parlement du Canada;
- d) soit de tout autre organisme de services publics dont la propriété ou le contrôle est public.

**Non-exclusion d'autres professions comptables**

(3) Une personne n'est pas tenue d'être titulaire d'un permis délivré conformément à la présente loi pour fournir des services :

- a) soit comme teneur de livres ou pour faire de la tenue de livres ou de la comptabilité des coûts de revient ou effectuer la mise en place de systèmes de tenue de livres ou de comptabilité commerciale, uniquement du fait qu'elle se livre à ces activités;
- b) soit comme personne qui prépare ou offre de préparer des états financiers uniquement dans le cadre de déclarations de revenus, si, selon le cas :
  - (i) elle ne donne pas d'opinion indépendante du contribuable à l'égard des états financiers ou des déclarations de revenus,
  - (ii) elle n'offre pas d'autres services exigeant la détention d'un permis aux termes de la présente loi.

**Adhésion obligatoire à un organisme désigné**

4. (1) Pour être admissible à un permis délivré en vertu de la présente loi, une personne doit être membre d'un organisme désigné.

**Délivrance d'un permis par un seul organisme désigné**

(2) Quiconque est membre de plus d'un organisme désigné ne peut indiquer qu'un seul de ces organismes aux fins de son admissibilité à un permis.

**Perte du permis lorsque le titulaire cesse d'être membre**

(3) Si le titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi cesse d'être membre de l'organisme désigné qui lui a délivré son permis, son permis est révoqué à partir du jour où il cesse d'en être membre.

**Délivrance de permis par un organisme désigné**

5. Si l'organisme désigné que la personne a indiqué aux fins d'admissibilité à un permis est un organisme désigné autorisé, la personne a le droit d'obtenir un permis d'expert-comptable en vertu de la présente loi si les exigences suivantes sont remplies :

- a) la personne est membre de l'organisme désigné;
- b) la personne présente une demande à l'organisme désigné et acquitte les droits que fixe celui-ci;
- c) la personne possède les qualités requises pour l'obtention d'un permis d'expert-comptable éta-



nated body at or after the time it became an authorized designated body; and

- (d) the designated body is satisfied that the person is of good character.

**Licensing of persons from other jurisdictions, designated body**

6. (1) An authorized designated body may, subject to any terms and conditions that are prescribed, license any person from another jurisdiction who is permitted to practise as a public accountant in that jurisdiction to practise as a public accountant within Ontario if,

- (a) the person is a member of the designated body; and  
 (b) the person meets the qualifications to be licensed as a public accountant established by the designated body.

**Same, period of licence**

(2) The designated body that issues a licence to practise as a public accountant within Ontario under this section to a person from another jurisdiction may issue a temporary licence for a specified period or may issue a licence for the same term as a licence issued under section 5.

**Period of licence**

7. (1) Every licence that is issued or renewed under this Act is effective as of the date on which it is issued or renewed and, unless revoked, expires on the date established by the designated body that issued the licence.

**Date of issuance or renewal and expiry**

(2) A licence shall bear the date on which it is issued or renewed and the date on which it expires.

**Renewal of licence**

8. (1) A person who is licensed under this Act is entitled to have his or her licence renewed if the person,

- (a) applies in the prescribed manner and pays the established fee to the designated body that issued the licence; and  
 (b) meets the prescribed requirements.

**Power to revoke unaffected**

(2) Nothing in this section affects the power of a designated body to revoke a licence issued under this Act.

**Fees, designated bodies**

9. A designated body may establish its fees in respect of licensing under this Act.

**Effect of revocation**

10. (1) A person whose licence has been revoked shall not be issued a new licence under this Act unless, after an inquiry conducted by the designated body that revoked

blies par l'organisme désigné au moment où il est devenu un organisme désigné autorisé ou par la suite;

- d) l'organisme désigné est convaincu que la personne est de bonne moeurs.

**Délivrance de permis à des personnes de l'extérieur de la province : organisme désigné**

6. (1) L'organisme désigné autorisé peut, sous réserve des conditions prescrites, délivrer, à toute personne d'une autre autorité législative qui est autorisée à y exercer la profession d'expert-comptable, un permis l'autorisant à exercer cette profession en Ontario si les exigences suivantes sont remplies :

- a) elle est membre de l'organisme désigné;  
 b) elle possède les qualités requises pour l'obtention d'un permis d'expert-comptable établies par l'organisme désigné.

**Idem : durée du permis**

(2) L'organisme désigné qui délivre un permis autorisant l'exercice de la profession d'expert-comptable en Ontario en vertu du présent article à une personne d'une autre autorité législative peut délivrer un permis temporaire pour une période précisée ou délivrer un permis pour la même durée qu'un permis délivré en vertu de l'article 5.

**Période de validité du permis**

7. (1) Les permis qui sont délivrés ou renouvelés en vertu de la présente loi entrent en vigueur à la date de leur délivrance ou renouvellement. À moins qu'ils ne soient révoqués, ils expirent à la date fixée par l'organisme désigné qui les a délivrés.

**Date de délivrance ou de renouvellement et date d'expiration**

(2) Le permis porte la date de sa délivrance ou de son renouvellement et la date de son expiration.

**Renouvellement**

8. (1) Tout titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi a droit au renouvellement de son permis s'il remplit les conditions suivantes :

- a) il présente une demande de la façon prescrite et verse les droits à acquitter fixés à l'organisme désigné qui a délivré le permis;  
 b) il satisfait aux exigences prescrites.

**Pouvoir de révocation non touché**

(2) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte au pouvoir de l'organisme désigné de révoquer un permis délivré en vertu de la présente loi.

**Droits, organismes désignés**

9. L'organisme désigné peut fixer ses droits à l'égard de la délivrance des permis en vertu de la présente loi.

**Conséquence de la révocation**

10. (1) Il ne doit pas être délivré, en vertu de la présente loi, un nouveau permis à la personne dont le permis a été révoqué, sauf si, après enquête de l'organisme désigné

the person's licence, the designated body decides in its discretion to issue a new licence to the person either without payment of a fee or on payment of the fee determined by the designated body.

#### Commencement of inquiry

(2) An inquiry under subsection (1) may be commenced on the application of the person whose licence was revoked, if the period established by the designated body has passed.

#### Issuing a new licence

(3) The designated body may issue a new licence after an inquiry if the applicant satisfies the designated body that he or she,

- (a) is of good character;
- (b) is competent; and
- (c) meets any other terms or conditions that are established by the designated body.

#### Restoration of name to Roll

(4) The designated body shall provide the name of the person who is issued a new licence under subsection (1) to the Council under subsection 32 (3) and the Council shall ensure that the person's name is shown on the Roll as a public accountant licensed by the designated body that issued the new licence.

### PROFESSIONAL CORPORATIONS

#### Professional corporations permitted

**11.** (1) A person or two or more persons licensed under this Act to practise public accounting as individuals or as a partnership may establish a professional corporation for the purpose of practising public accounting and the provisions of the *Business Corporations Act* that apply to professional corporations within the meaning of that Act apply to such a corporation.

#### Requirements

- (2) A designated body may establish requirements,
  - (a) governing certificates of authorization to permit professional corporations to carry on practice as a public accountant;
  - (b) establishing conditions or restrictions that apply to professional corporations carrying on practice as a public accountant; and
  - (c) setting out the terms and conditions upon which any licensee in good standing may be permitted to incorporate a professional corporation for the purpose of carrying on practice as a public accountant and to be a director or shareholder, or both, of the corporation.

#### Application of Act and regulations

**12.** This Act and the regulations apply to an individual

gné qui a révoqué son permis, l'organisme désigné décide, à sa discrétion, de lui délivrer un nouveau permis en exigeant ou non l'acquiescement des droits qu'il fixe.

#### Ouverture de l'enquête

(2) L'enquête visée au paragraphe (1) peut être ouverte sur demande de la personne dont le permis a été révoqué, si le délai fixé par l'organisme désigné est écoulé.

#### Délivrance d'un nouveau permis

(3) L'organisme désigné peut délivrer un nouveau permis après la tenue d'une enquête si l'auteur de la demande le convainc de ce qui suit :

- a) il est de bonnes moeurs;
- b) il a la compétence nécessaire;
- c) il satisfait aux autres conditions établies par l'organisme désigné.

#### Réinscription au tableau

(4) L'organisme désigné fournit au Conseil, en application du paragraphe 32 (3), le nom de la personne à qui un nouveau permis est délivré en vertu du paragraphe (1) et le Conseil veille à ce que le nom de la personne figure au tableau à titre d'expert-comptable titulaire d'un permis émanant de l'organisme désigné qui a délivré le nouveau permis.

### SOCIÉTÉS PROFESSIONNELLES

#### Sociétés professionnelles autorisées

**11.** (1) La personne ou deux personnes ou plus qui sont titulaires d'un permis, délivré en vertu de la présente loi, les autorisant à exercer la profession d'expert-comptable à titre de particuliers ou de sociétés de personnes peuvent créer une société professionnelle aux fins de l'exercice de la profession d'expert-comptable et les dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* qui s'appliquent aux sociétés professionnelles au sens de cette loi s'appliquent à une telle société.

#### Exigences

- (2) L'organisme désigné peut établir des exigences :
  - a) régissant les certificats d'autorisation pour permettre aux sociétés professionnelles d'exercer la profession d'expert-comptable;
  - b) fixant les conditions ou les restrictions qui s'appliquent aux sociétés professionnelles qui exercent la profession d'expert-comptable;
  - c) énonçant les conditions auxquelles le titulaire d'un permis en règle peut être autorisé à constituer une société professionnelle afin d'exercer la profession d'expert-comptable et à en être administrateur ou actionnaire, ou les deux.

#### Application de la présente loi et des règlements

**12.** La présente loi et les règlements s'appliquent au

who is licensed under this Act even if the individual practises as a public accountant through a professional corporation.

#### OFFENCES AND PENALTIES

##### Prohibition, use of title, etc.

13. (1) Unless licensed under this Act, an individual shall not,

- (a) practise as a public accountant;
- (b) take or use the name or title of "Public Accountant" or its equivalent in any other language; or
- (c) hold himself or herself out as being licensed as a public accountant or use any designation or initials indicating or implying that the person is licensed as a public accountant.

##### Same, corporations

(2) Unless it holds a valid certificate of authorization under this Act, a corporation shall not,

- (a) practise as a public accountant;
- (b) take or use the name or title of "Public Accountant" or its equivalent in any other language; or
- (c) hold itself out as being authorized to carry on practice as a public accountant or use any designation or initials indicating or implying that it is authorized to carry on practice as a public accountant.

##### Offence

(3) Any person who contravenes any provision of this section, without prejudice to any other proceedings that may be taken, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000 for a first offence and to a fine of not more than \$50,000 for any subsequent offence.

##### Liability of directors and officers

(4) If a corporation is guilty of an offence under this section, every director or officer of the corporation who authorized, permitted or acquiesced in the commission of the offence is deemed to be a party to and guilty of the offence and on conviction is liable to a fine.

##### Defence, individuals

(5) If an individual contravenes this section because his or her licence has been revoked or suspended, it is a defence to any proceeding in respect of the contravention to prove that, when the contravention is alleged to have been committed,

- (a) notice of the revocation or suspension had not been served in accordance with this Act;

particulier qui est titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi même s'il exerce la profession d'expert-comptable par l'intermédiaire d'une société professionnelle.

#### INFRACTIONS ET PEINES

##### Interdiction quant à l'emploi du titre

13. (1) À moins d'être titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi, un particulier ne doit pas faire ce qui suit :

- a) exercer la profession d'expert-comptable;
- b) prendre ou utiliser le nom ou le titre d'«expert-comptable» ou son équivalent dans une autre langue;
- c) se présenter comme étant titulaire d'un permis d'expert-comptable ou employer une désignation ou des initiales indiquant ou laissant entendre qu'il l'est.

##### Idem : sociétés

(2) À moins de détenir un certificat d'autorisation valide délivré en vertu de la présente loi, une société ne doit pas faire ce qui suit :

- a) exercer la profession d'expert-comptable;
- b) prendre ou utiliser le nom ou le titre d'«expert-comptable» ou son équivalent dans une autre langue;
- c) se présenter comme étant autorisée à exercer la profession d'expert-comptable ou employer une désignation ou des initiales indiquant ou laissant entendre qu'elle l'est.

##### Infraction

(3) Sans préjudice des autres poursuites qui peuvent être intentées, quiconque contrevient à une disposition du présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$ pour une première infraction et d'une amende maximale de 50 000 \$ pour chaque infraction subséquente.

##### Responsabilité des administrateurs et dirigeants

(4) Si une société est coupable d'une infraction visée au présent article, les dirigeants ou administrateurs de la société qui ont autorisé ou permis la commission de l'infraction ou qui y ont acquiescé sont réputés parties à l'infraction et coupables de celle-ci et sont passibles, sur déclaration de culpabilité, d'une amende.

##### Moyen de défense : particuliers

(5) Le particulier qui contrevient au présent article du fait de la révocation ou de la suspension de son permis peut se disculper dans toute poursuite intentée à l'égard de cette contravention en prouvant que, au moment où la contravention reprochée aurait été commise :

- a) soit l'avis de révocation ou de suspension ne lui avait pas été signifié conformément à la présente loi;

- (b) the time for appealing the revocation or suspension had not expired; or
- (c) an appeal of the revocation or suspension had not yet been determined.

**Same, corporations**

(6) If a corporation contravenes this section because its certificate of authorization has been revoked or suspended, it is a defence to any proceeding in respect of the contravention to prove that, when the contravention is alleged to have been committed,

- (a) notice of the revocation or suspension had not been served in accordance with this Act;
- (b) the time for appealing the revocation or suspension had not expired; or
- (c) an appeal of the revocation or suspension had not yet been determined.

**Obtaining licence or certificate of authorization by false representation**

**14.** (1) No person shall wilfully procure or attempt to procure,

- (a) the issuance to himself or herself of a licence or the renewal of a licence under this Act; or
- (b) the issuance to a professional corporation of a certificate of authorization or the renewal of a certificate of authorization under this Act,

by making or producing, or causing to be made or produced, a false or fraudulent representation or declaration, either orally or in writing.

**Offence and penalty**

(2) A person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

**Abuse of licence**

- 15.** (1) No person shall,
- (a) use a licence that has been issued under this Act to another person;
  - (b) allow a licence issued to him or her under this Act to be used by any other person; or
  - (c) not being licensed under this Act, use or have in his or her possession any document purporting to be a current or valid licence issued to the person under this Act.

**Offence and penalty**

(2) A person who contravenes this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

**Costs**

- 16.** (1) In addition to the fine, on conviction for an

- b) soit le délai d'appel de la révocation ou de la suspension n'était pas expiré;
- c) soit un appel de la révocation ou de la suspension n'avait pas encore été décidé.

**Idem : sociétés**

(6) La société qui contrevient au présent article du fait de la révocation ou de la suspension de son certificat d'autorisation peut se disculper dans toute poursuite intentée à l'égard de cette contravention en prouvant que, au moment où la contravention reprochée aurait été commise :

- a) soit l'avis de révocation ou de suspension ne lui avait pas été signifié conformément à la présente loi;
- b) soit le délai d'appel de la révocation ou de la suspension n'était pas expiré;
- c) soit un appel de la révocation ou de la suspension n'avait pas encore été décidé.

**Obtention frauduleuse d'un permis ou d'un certificat d'autorisation**

**14.** (1) Nul ne doit, en faisant ou produisant ou en faisant faire ou produire une assertion ou déclaration fausse ou frauduleuse, qu'elle soit orale ou écrite, obtenir ou tenter d'obtenir délibérément :

- a) soit la délivrance d'un permis à lui-même ou son renouvellement en vertu de la présente loi;
- b) soit la délivrance d'un certificat d'autorisation à une société professionnelle ou son renouvellement en vertu de la présente loi.

**Infraction et peine**

(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$.

**Usage abusif du permis**

**15.** (1) Nul ne doit :

- a) utiliser un permis qui a été délivré à une autre personne en vertu de la présente loi;
- b) permettre qu'un permis qui lui a été délivré en vertu de la présente loi soit utilisé par une autre personne;
- c) n'étant pas titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi, utiliser ou avoir en sa possession un document qui se présente comme étant un permis en vigueur ou valide qui lui a été délivré en vertu de la présente loi.

**Infraction et peine**

(2) Quiconque contrevient au présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$.

**Dépens**

- 16.** (1) Outre l'amende, un tribunal peut ordonner à

offence under this Act, a court may order that the convicted person pay to the Council some or all of the costs reasonably incurred by it in prosecuting the offence and in undertaking the investigation related to the subject-matter of the prosecution.

**Same**

(2) Costs payable under this section are deemed to be a fine for the purpose of enforcing payment.

**Limitation**

17. No prosecution under sections 13 to 15 shall be commenced more than two years after the time when the subject-matter of the prosecution arose.

CONTINUATION AND OBJECTS OF THE PUBLIC  
ACCOUNTANTS COUNCIL

**Council continued**

18. (1) The Public Accountants Council for the Province of Ontario is continued under the name The Public Accountants Council for the Province of Ontario in English and Conseil des experts-comptables de la province de l'Ontario in French as a body corporate.

**Capacity of Council**

(2) The Council has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for the purpose of carrying out its objects.

**Membership**

(3) The Council consists of the members appointed in accordance with this Act.

**Council not a Crown agency**

(4) The Council is not a Crown agency within the meaning of the *Crown Agency Act*.

**Purpose of Council**

19. (1) The purpose of the Council is to ensure that public accounting in Ontario is practised in accordance with internationally respected public accounting standards that reflect the public interest in the delivery of superior quality public accounting services.

**Objects of Council**

(2) The objects of the Council are to oversee the regulation of public accounting in the public interest by,

- (a) developing and maintaining the standards that a designated body must meet in order to be authorized to license and govern the activities of its members as public accountants and raising the standards, as required;
- (b) determining which designated body meets the standards, when it meets them and whether the designated body continues to meet the standards after it is authorized to license and govern the activities of its members as public accountants;

une personne, lorsqu'elle est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, de payer au Conseil la totalité ou une partie des frais qu'il a raisonnablement engagés pour intenter la poursuite portant sur l'infraction et procéder à l'enquête sur l'objet de la poursuite.

**Idem**

(2) Les dépens payables en application du présent article sont réputés une amende pour les besoins de l'exécution du paiement.

**Délai de prescription**

17. Aucune poursuite ne peut être intentée en vertu des articles 13 à 15 plus de deux ans après la naissance de l'objet de la poursuite.

PROROGATION ET MISSION DU CONSEIL  
DES EXPERTS-COMPTABLES

**Prorogation du Conseil**

18. (1) Le Conseil des comptables publics de la province de l'Ontario est prorogé à titre de personne morale sous le nom de Conseil des experts-comptables de la province de l'Ontario en français et sous le nom de The Public Accountants Council for the Province of Ontario en anglais.

**Capacité**

(2) Le Conseil a la capacité, les droits, les pouvoirs et les privilèges d'une personne physique pour réaliser sa mission.

**Composition**

(3) Le Conseil se compose des membres nommés conformément à la présente loi.

**Non un organisme de la Couronne**

(4) Le Conseil n'est pas un organisme de la Couronne au sens de la *Loi sur les organismes de la Couronne*.

**Objectif du Conseil**

19. (1) Le Conseil a pour objectif de veiller à ce que la profession d'expert-comptable en Ontario soit exercée conformément aux normes d'expertise comptable reconnues à l'échelle internationale qui tiennent compte de l'intérêt public à l'égard de la prestation de services d'expertise comptable de qualité supérieure.

**Mission du Conseil**

(2) Le Conseil a pour mission de superviser la réglementation de la profession d'expert-comptable dans l'intérêt public en faisant ce qui suit :

- a) élaborer et maintenir les normes que doivent respecter les organismes désignés afin d'être autorisés à délivrer à leurs membres des permis d'experts-comptables et à régir leurs activités à ce titre, ainsi que relever les normes, si besoin est;
- b) déterminer quels organismes désignés respectent les normes, quand ils les respectent et s'ils continuent de les respecter après avoir été autorisés à délivrer à leurs membres des permis d'experts-comptables et à régir leurs activités à ce titre;

- (c) overseeing the designated bodies in their capacity to license and to govern the activities of their members as public accountants; and
- (d) maintaining public confidence in public accounting through the appropriate prosecution of offences under this Act.

#### Powers of Council

- (3) In furthering its objects, the Council may,
  - (a) consider matters of common interest and concern to public accountants, and submit representations to any government ministry or public authority with reference to any such matters;
  - (b) conduct and encourage, whether by means of financial assistance or otherwise, research in the practice of public accounting; and
  - (c) deal with any matter prescribed by the Lieutenant Governor in Council.

#### Content of standards

(4) The standards that are developed and maintained by the Council under subsection (2) shall be no less rigorous than the internationally recognized standards under the *Public Accountancy Act* as they existed on June 9, 2004 and shall include standards relating to,

- (a) post-secondary education requirements that are necessary for a public accounting training program, including requirements in respect of courses that are relevant to public accounting;
- (b) pre-licensing education and study requirements that are supplementary to the post-secondary education requirements;
- (c) pre-licensing experience requirements;
- (d) examinations used for licensing public accountants;
- (e) requirements for post-licensing professional experience;
- (f) mandatory continuing professional development;
- (g) practice inspections of public accountants;
- (h) requirements on the use of generally accepted accounting principles and generally accepted assurance standards;
- (i) rules of professional conduct;
- (j) discipline procedures, including rights to a hearing and rights of appeal;
- (k) rules governing issuing a new licence to a former licensee;

- c) superviser les organismes désignés en ce qui concerne leur capacité à délivrer à leurs membres des permis d'experts-comptables et à régir leurs activités à ce titre;
- d) maintenir la confiance du public dans la profession d'expert-comptable en intentant les poursuites appropriées pour infraction à la présente loi.

#### Pouvoirs du Conseil

- (3) Afin de réaliser sa mission, le Conseil peut :
  - a) examiner des questions d'intérêt commun pour les experts-comptables et présenter aux ministères gouvernementaux ou aux corps publics des observations relatives à ces questions;
  - b) conduire des recherches sur l'exercice de la profession d'expert-comptable et encourager, notamment par des contributions financières, de telles recherches;
  - c) traiter de toute question que prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil.

#### Contenu des normes

(4) Les normes qu'élabore et que maintient le Conseil aux termes du paragraphe (2) ne doivent pas être moins rigoureuses que les normes reconnues à l'échelle internationale, prévues par la *Loi sur la comptabilité publique*, telles qu'elles existaient le 9 juin 2004 et comprennent des normes relatives à ce qui suit :

- a) les exigences en matière d'études postsecondaires qui sont nécessaires en vue d'un programme de formation en expertise comptable, y compris les exigences relatives aux cours qui se rapportent à l'expertise comptable;
- b) les exigences en matière de formation et d'études préalables à l'obtention d'un permis qui s'ajoutent aux exigences en matière d'études postsecondaires;
- c) les exigences en matière d'expérience acquise avant l'obtention d'un permis;
- d) les examens utilisés aux fins de la délivrance de permis aux experts-comptables;
- e) les exigences en matière d'expérience professionnelle à acquérir après la délivrance d'un permis;
- f) la formation professionnelle continue obligatoire;
- g) les inspections professionnelles des experts-comptables;
- h) les exigences relatives à l'utilisation des principes comptables généralement reconnus et des normes de certification généralement reconnues;
- i) le code de déontologie;
- j) les procédures disciplinaires, y compris le droit à une audience et le droit d'appel;
- k) les règles régissant la délivrance d'un nouveau permis à un ancien titulaire de permis;

- (l) rules governing the licensing of persons who are permitted to practise as public accountants in other jurisdictions;
- (m) mandatory professional liability insurance; and
- (n) requirements that are prescribed by the Lieutenant Governor in Council.

**Submitted to Minister**

(5) Before a standard is finalized and adopted, the Council shall submit it to the Minister.

**Deemed adoption**

(6) If there is no written objection to a standard by the Minister within 60 days after it is submitted by the Council, the standard is deemed to be finalized and adopted by the Council.

**Application of *Regulations Act***

(7) Standards made under this section are regulations within the meaning of the *Regulations Act*.

**Publication of standards**

(8) The Council shall publish the standards on the Internet at a publicly accessible and freely available prescribed website and shall make them available as a document or in any other format, on request and at cost, to members of the public.

**Transition**

(9) The Council shall develop an initial set of standards and shall submit them to the Minister within six months after the day this section comes into force or such later date that is prescribed.

**Initial standards**

(10) The initial standards developed by the Council and submitted to the Minister shall be no less rigorous than the internationally recognized standards under the *Public Accountancy Act* as they existed on June 9, 2004.

**Governance of designated bodies**

(11) In addition to standards, the Council shall develop and maintain principles for the governance of the designated bodies to the extent that the governance relates to the licensing and governing the activities of the members of the designated bodies as public accountants.

**Application for authorization to license and govern activities**

**20.** (1) On the application of a designated body, the Council may provide written authorization to the designated body to license and govern the activities of its members as public accountants if the Council is satisfied that the designated body meets the standards developed under section 19.

**Council review of application**

(2) The Council shall review an application by a des-

- l) les règles régissant la délivrance de permis à des personnes qui sont autorisées à exercer la profession d'expert-comptable à l'extérieur de la province;
- m) l'assurance responsabilité civile professionnelle obligatoire;
- n) les exigences que prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil.

**Norme soumise au ministre**

(5) Avant qu'une norme soit arrêtée et adoptée, le Conseil la soumet au ministre.

**Norme réputée adoptée**

(6) Si le ministre ne s'oppose pas par écrit à la norme au plus tard 60 jours après qu'elle lui a été soumise par le Conseil, la norme est réputée arrêtée et adoptée par le Conseil.

**Application de la *Loi sur les règlements***

(7) Les normes élaborées en application du présent article constituent des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*.

**Publication des normes**

(8) Le Conseil publie les normes sur Internet, sur un site Web prescrit d'accès public et gratuit. Sur demande et à titre onéreux, il les met à la disposition des membres du public sous forme de document ou sous un autre support.

**Disposition transitoire**

(9) Le Conseil élabore un ensemble initial de normes et le soumet au ministre dans les six mois qui suivent le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou à toute date ultérieure qui est prescrite.

**Normes initiales**

(10) Les normes initiales élaborées par le Conseil et soumises au ministre ne doivent pas être moins rigoureuses que les normes reconnues à l'échelle internationale, prévues par la *Loi sur la comptabilité publique*, telles qu'elles existaient le 9 juin 2004.

**Gestion des organismes désignés**

(11) Outre les normes, le Conseil élabore et maintient des principes de gestion des organismes désignés dans la mesure où la gestion se rapporte à la délivrance à leurs membres de permis d'experts-comptables et à la régie de leurs activités à ce titre.

**Demande d'autorisation pour délivrer des permis et régir les activités des membres**

**20.** (1) Sur demande d'un organisme désigné, le Conseil peut l'autoriser par écrit à délivrer à ses membres des permis d'experts-comptables et à régir leurs activités à ce titre s'il est convaincu que l'organisme désigné se conforme aux normes élaborées en application de l'article 19.

**Examen de la demande par le Conseil**

(2) Le Conseil examine la demande d'un organisme

ignated body as expeditiously as possible and, in any event, shall provide comments on the sufficiency of the application to the designated body within 90 days after the day the application is made.

#### **Authorization at different times**

(3) The Council may at different times authorize each designated body to license and govern the activities of its members as public accountants.

#### **Review of operation of designated bodies**

**21.** (1) In ensuring that the purpose and objects of the Council are being met and that a designated body is complying with the standards developed under section 19, the Council shall conduct periodic reviews, not less than once in every three years, of the operation of each authorized designated body and shall report on them to the Minister.

#### **Special reviews**

(2) In addition to the periodic reviews of the designated bodies, the Council may conduct a special review of a designated body where the Council concludes it is in the public interest to do so.

#### **Designated body to co-operate with review**

(3) A designated body shall co-operate with the Council in the Council's review of the designated body and the Council may, on reasonable notice, revoke or suspend the authorization of the designated body if the designated body fails to co-operate with the Council's review.

#### **Notice of failure to comply with standard**

(4) If the Council finds while conducting a review that a designated body is failing or has failed to comply with a standard developed under section 19, the Council shall notify the designated body of the failure and shall give the designated body 90 days or such other time as is prescribed to comply with the standard.

#### **Power to revoke authorization**

(5) The Council may revoke or suspend an authorization under subsection 20 (1), if it has notified the designated body under subsection (4) and the designated body fails to comply with the standard within 90 days after receiving the notice or within the prescribed time.

#### **Members of designated body whose authorization is revoked**

(6) The members of a designated body whose authorization is revoked or suspended that are licensed to practise as public accountants must within the prescribed time, to continue to be licensed, become members of another authorized designated body, unless the designated body of which they are members is once again authorized under subsection 20 (1) before the expiry of the prescribed time.

#### **Transitional governance of members**

(7) For the period between the time when a designated body's authorization is revoked or suspended and the prescribed time for its members who are licensed to practise as public accountants to become members of another authorized designated body, the Council shall designate

désigné aussi rapidement que possible et, dans tous les cas, présente des observations sur la suffisance de la demande à l'organisme désigné dans les 90 jours qui suivent le jour où celle-ci est présentée.

#### **Autorisation donnée à différents moments**

(3) Le Conseil peut autoriser, à différents moments, chaque organisme désigné à délivrer à ses membres des permis d'experts-comptables et à régir leurs activités à ce titre.

#### **Examen des activités des organismes désignés**

**21.** (1) Pour veiller à la réalisation de l'objectif et de la mission du Conseil et à l'observation par les organismes désignés des normes élaborées en application de l'article 19, le Conseil effectue des examens périodiques, au moins une fois tous les trois ans, des activités de chaque organisme désigné autorisé et présente au ministre des rapports sur ces examens.

#### **Examens spéciaux**

(2) Outre les examens périodiques des organismes désignés, le Conseil peut effectuer un examen spécial d'un organisme désigné s'il conclut que l'intérêt public le justifie.

#### **Obligation de l'organisme désigné de collaborer**

(3) L'organisme désigné collabore avec le Conseil lors de l'examen que celui-ci effectue à son égard et le Conseil peut, sur préavis raisonnable, révoquer ou suspendre l'autorisation de l'organisme désigné s'il ne collabore pas à l'examen.

#### **Avis d'inobservation d'une norme**

(4) S'il constate, au cours d'un examen qu'il effectue, qu'un organisme désigné n'observe pas ou n'a pas observé une norme élaborée en application de l'article 19, le Conseil avise l'organisme désigné de l'inobservation et lui donne 90 jours ou tout autre délai prescrit pour se conformer à la norme.

#### **Pouvoir de révoquer une autorisation**

(5) Le Conseil peut révoquer ou suspendre une autorisation visée au paragraphe 20 (1) s'il a avisé l'organisme désigné aux termes du paragraphe (4) et que celui-ci ne se conforme pas à la norme dans les 90 jours après avoir reçu l'avis ou dans le délai prescrit.

#### **Membres d'un organisme désigné dont l'autorisation est révoquée**

(6) Les membres d'un organisme désigné dont l'autorisation est révoquée ou suspendue qui sont titulaires d'un permis d'expert-comptable doivent, dans le délai prescrit, pour demeurer titulaires d'un tel permis, devenir membres d'un autre organisme désigné autorisé, à moins que l'organisme désigné dont ils sont membres reçoive une nouvelle autorisation en vertu du paragraphe 20 (1) avant l'expiration du délai prescrit.

#### **Régie transitoire des membres**

(7) Pour la période comprise entre le moment où l'autorisation de l'organisme désigné est révoquée ou suspendue et le délai prescrit pendant lequel ses membres qui sont titulaires d'un permis d'expert-comptable doivent devenir membres d'un autre organisme désigné auto-



an authorized designated body to govern their activities as public accountants and may require that the first designated body reimburse the second designated body for the costs of regulation.

**Public complaints reviewed by Council**

22. (1) If a member of the public who has made a complaint about the conduct of a public accountant to a designated body and who has exhausted the internal procedures of the designated body available for the handling of the complaint remains unsatisfied with the manner in which the complaint was handled, the member of the public may request that the Council review the designated body's handling of the complaint.

**Same**

(2) After conducting a review under subsection (1), the Council may recommend that the designated body investigate the complaint more fully.

**Annual report of designated bodies**

23. (1) Within 120 days after the end of each financial year, each designated body shall forward a copy of its annual report for that year to the Minister and to the Council.

**Same**

(2) The annual report of a designated body shall include the prescribed information.

**Publication of annual report**

(3) Each designated body shall publish its annual report on the Internet at a publicly accessible and freely available prescribed website and shall make it available as a document or in any other format, on request and at cost, to members of the public.

**Designated body to provide information**

24. (1) On the request of the Council, a designated body shall provide any information that the Council requires about its members who are licensed, have been licensed or have applied to be licensed under this Act or under the *Public Accountancy Act*.

**Disclosure of information by Council**

(2) The Council may disclose information to a designated body about individuals who are licensed, have been licensed or have applied to be licensed under this Act or under the *Public Accountancy Act*.

**Information confidential**

(3) Information disclosed under this section shall be kept confidential and shall be used solely in respect of matters arising under this Act.

**COMPOSITION AND ADMINISTRATION OF COUNCIL**

**Composition of the Council**

25. (1) The Council shall consist of the number of members prescribed by the Lieutenant Governor in Council who shall be appointed by the Lieutenant Governor in

risé, le Conseil désigne un organisme désigné autorisé pour régir leurs activités à titre d'experts-comptables et peut exiger que le premier organisme désigné rembourse au second les frais de la réglementation.

**Plaintes du public examinées par le Conseil**

22. (1) Si un membre du public qui a présenté à un organisme désigné une plainte au sujet de la conduite d'un expert-comptable et qui a épuisé les procédures internes de l'organisme désigné prévues pour le traitement de la plainte demeure insatisfait de la manière dont la plainte a été traitée, il peut demander au Conseil d'examiner le traitement de celle-ci par l'organisme désigné.

**Idem**

(2) Après avoir effectué un examen prévu au paragraphe (1), le Conseil peut recommander que l'organisme désigné mène une enquête plus approfondie concernant la plainte.

**Rapport annuel des organismes désignés**

23. (1) Les organismes désignés transmettent au ministre et au Conseil, dans les 120 jours qui suivent la fin de chaque exercice, une copie de leur rapport annuel pour l'exercice terminé.

**Idem**

(2) Le rapport annuel d'un organisme désigné comprend les renseignements prescrits.

**Publication du rapport annuel**

(3) Chaque organisme désigné publie son rapport annuel sur Internet, sur un site Web prescrit d'accès public et gratuit. Sur demande et à titre onéreux, il le met à la disposition des membres du public sous forme de document ou sous un autre support.

**Fourniture de renseignements par l'organisme désigné**

24. (1) Sur demande du Conseil, l'organisme désigné lui fournit les renseignements qu'il exige sur ses membres qui sont ou ont été titulaires d'un permis délivré en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur la comptabilité publique* ou qui ont demandé un tel permis.

**Communication de renseignements par le Conseil**

(2) Le Conseil peut communiquer des renseignements à un organisme désigné sur les particuliers qui sont ou ont été titulaires d'un permis délivré en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur la comptabilité publique* ou qui ont demandé un tel permis.

**Confidentialité des renseignements**

(3) Les renseignements communiqués en vertu du présent article demeurent confidentiels et ne sont utilisés qu'à l'égard des questions soulevées sous le régime de la présente loi.

**COMPOSITION ET ADMINISTRATION DU CONSEIL**

**Composition du Conseil**

25. (1) Le Conseil se compose du nombre de membres que prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil et ce dernier ainsi que les organismes désignés les nomment selon

Council and the designated bodies in the prescribed manner for the prescribed terms of office.

**Majority on Council**

(2) The majority of the members of the Council shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council.

**Officers**

26. (1) The officers of the Council are the Chair, the vice-Chair, a secretary and any other officers that the Council considers necessary.

**Appointment of Chair and vice-Chair**

(2) The Chair and the vice-Chair shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council from among the members of the Council appointed by the Lieutenant Governor in Council and shall serve for the prescribed term, but shall continue in office until their successors are appointed.

**Election of other officers**

- (3) The secretary and any other officer,
- (a) shall be elected by the Council from among the members of the Council; and
  - (b) shall hold office for a term of one year, but shall continue in office until his or her successor is elected.

**Annual election**

(4) The election of the secretary and any other officer shall take place annually at the first regular meeting of the Council in each financial year.

**Same**

(5) In the event of a tie vote for the election of the secretary or other officer, the Chair or, in his or her absence, the vice-Chair shall cast the deciding vote.

**Re-election**

(6) The secretary and any other officer, if otherwise qualified, are eligible for re-election.

**Vacancies**

(7) Every vacancy occurring in any office, by reason of the incumbent dying, resigning or otherwise ceasing to be a member of the Council during his or her term of office, shall be filled for the remainder of the incumbent's term,

- (a) in case of the Chair or vice-Chair, by the Lieutenant Governor in Council from among members of the Council appointed by the Lieutenant Governor in Council; and
- (b) in the case of the secretary or any other officer, by the Council from among its members.

**Administrator**

(8) The Council may appoint a person as an administrator who need not be a member of the Council and who shall perform those duties as may be assigned by the Council from time to time.

le mode prescrit pour les mandats prescrits.

**Majorité au Conseil**

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme la majorité des membres du Conseil.

**Dirigeants**

26. (1) Les dirigeants du Conseil sont le président, le vice-président, un secrétaire et les autres dirigeants que le conseil juge nécessaires.

**Nomination du président et du vice-président**

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le président et le vice-président parmi les membres du Conseil qu'il a nommés. Ceux-ci occupent leur charge pour le mandat prescrit, mais continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la nomination de leurs successeurs.

**Élection des autres dirigeants**

- (3) Le secrétaire et tout autre dirigeant :
- a) d'une part, sont élus par le Conseil parmi ses membres;
  - b) d'autre part, occupent leur charge pour un mandat d'un an, mais demeurent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

**Élection annuelle**

(4) L'élection du secrétaire et de tout autre dirigeant a lieu une fois par an, à la première réunion ordinaire du Conseil de chaque exercice.

**Idem**

(5) En cas d'égalité des voix au scrutin tenu pour le choix du secrétaire ou d'un autre dirigeant, le président ou, en son absence, le vice-président, a voix prépondérante.

**Réélection**

(6) Le secrétaire et tout autre dirigeant, s'ils possèdent les qualités requises, peuvent être réélus.

**Vacance**

(7) Si un dirigeant décède, démissionne ou cesse pour toute autre raison d'être membre du Conseil durant son mandat, un successeur est choisi pour la durée non écoulée du mandat :

- a) dans le cas du président ou du vice-président, par le lieutenant-gouverneur en conseil parmi les membres du Conseil qu'il a nommés;
- b) dans le cas du secrétaire ou de tout autre dirigeant, par le Conseil parmi ses membres.

**Administrateur**

(8) Le Conseil peut nommer administrateur une personne qui n'est pas nécessairement membre du Conseil pour exercer les fonctions que lui attribue le Conseil.

**Resignation of member**

27. (1) A member of the Council may at any time resign his or her office by giving notice to the Council.

**Removal of member on request**

(2) The Council shall remove a member if it is requested to do so by the designated body that appointed the member or by the Lieutenant Governor in Council, in the case of a member appointed by the Lieutenant Governor in Council.

**Removal of member for cause**

(3) The Council may, of its own motion, remove a member from office for any prescribed cause.

**Special majority required for motion to remove member**

(4) To be valid, the motion to remove a member for cause must be approved by the votes of at least two-thirds of the members of the Council present and voting on the motion.

**Notice**

(5) No motion of the Council relating to the removal of a member for cause is valid unless the notice calling the meeting at which the motion is moved has specified the general nature of the motion that is to be considered at the meeting.

**Meetings of the Council**

28. The Council shall conduct its meetings in accordance with its by-laws.

**Voting at meetings of the Council**

29. (1) Subject to subsection 27 (4) (motion to remove member for cause), all matters that arise for decision at any meeting of the Council shall be decided by a majority of votes of members present.

**Chair voting**

(2) The Chair is a voting member of the Council and, in the event of a tie vote, the Chair may cast the deciding vote, even if the Chair has already voted.

**Quorum**

30. At all meetings of the Council, a majority of the members constitute a quorum.

**Committees**

31. (1) The Council may from time to time appoint committees from among its members.

**Delegation to committees**

(2) Subject to subsection (3), the Council may delegate to a committee, subject to any restrictions or conditions that the Council may think fit, any of its powers and duties and may dissolve any committee.

**Exception**

(3) The Council shall not delegate to a committee the power to make final decisions with respect to subsections 19 (2) (carrying out the Council's objects), 20 (1) (author-

**Démission d'un membre du Conseil**

27. (1) Un membre du Conseil peut, en donnant avis au Conseil, démissionner de son poste.

**Destitution d'un membre sur demande**

(2) Le Conseil destitue un membre à la demande de l'organisme désigné qui a nommé le membre ou à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil, dans le cas d'un membre nommé par ce dernier.

**Destitution d'un membre pour un motif suffisant**

(3) Le Conseil peut, de sa propre initiative, présenter une motion en destitution d'un membre de son poste pour un motif prescrit.

**Majorité spéciale requise pour approuver la motion en destitution d'un membre**

(4) Pour être valide, la motion en destitution d'un membre pour un motif suffisant doit recevoir l'approbation d'au moins deux tiers des membres du Conseil présents et votant sur la motion.

**Avis**

(5) Aucune motion du Conseil relative à la destitution d'un membre pour un motif suffisant n'est valide à moins que l'avis de convocation de la réunion au cours de laquelle cette motion est proposée n'ait indiqué, en termes généraux, l'objet de la motion.

**Réunions du Conseil**

28. Le Conseil tient ses réunions conformément à ses règlements administratifs.

**Vote aux réunions du Conseil**

29. (1) Sous réserve du paragraphe 27 (4) (motion en destitution d'un membre pour un motif suffisant), la majorité des membres du Conseil présents à une réunion décide des questions qui doivent y être tranchées.

**Voix délibérative du président**

(2) Le président a voix délibérative au Conseil et peut, en cas de partage des voix, avoir voix prépondérante en votant de nouveau.

**Quorum**

30. La majorité des membres constitue le quorum aux réunions du Conseil.

**Comités**

31. (1) Le Conseil peut constituer des comités parmi ses membres.

**Pouvoirs délégués aux comités**

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le Conseil peut déléguer à un comité, sous réserve des conditions ou restrictions qu'il juge appropriées, ses pouvoirs et fonctions; il peut aussi dissoudre tout comité.

**Exception**

(3) Le Conseil ne doit pas déléguer à un comité le pouvoir de prendre des décisions définitives à l'égard des paragraphes 19 (2) (réalisation de la mission du Conseil),

izing a designated body to license and govern the activities of its members as public accountants) and 21 (5) (revoking or suspending the authorization of a designated body).

#### **Roll of Public Accountants**

**32.** (1) The Council shall maintain and publish a roll to be called in English The Roll of Public Accountants in Ontario and in French Tableau des experts-comptables de l'Ontario.

#### **Entries on and erasures from Roll**

- (2) The Council shall,
- (a) enter on the Roll the name and address of every person who is or was licensed under this Act and the name of the designated body through which the person is or was licensed;
  - (b) indicate on the Roll the status of the person's membership and details in respect of his or her status;
  - (c) make any other relevant additions, alterations or corrections to the Roll; and
  - (d) from time to time and as necessary remove information that is no longer current from the Roll and store that information elsewhere.

#### **Obligation of designated bodies**

(3) Each designated body shall regularly provide to the Council current information on its members who are or were licensed under this Act and the status of the member's licence.

#### **Fees to Council**

**33.** (1) Each designated body shall pay the prescribed fees to the Council.

#### **Differentiated fees**

(2) The Council may differentiate, on an equitable basis according to the benefits that the designated body and its members derive from the activities of the Council, among the designated bodies as to the amount of fees each designated body is to pay.

#### **Payment of expenses, salaries and pensions**

- 34.** (1) The Council may,
- (a) subject to subsection (3), pay to the members of the Council allowances for travelling and subsistence expenses incurred in the discharge of their functions; and
  - (b) pay to the registrar and employees of the Council salaries and remuneration and on retirement or death, pensions and gratuities.

#### **Recommendations on salary and remuneration**

(2) The Council may make recommendations to the Lieutenant Governor in Council in respect of the salaries and remuneration paid to its members and to the Chair, vice-Chair, secretary and other officers.

20 (1) (autorisation d'un organisme désigné de délivrer à ses membres des permis d'experts-comptables et de régir leurs activités à ce titre) et 21 (5) (révocation ou suspension de l'autorisation d'un organisme désigné).

#### **Tableau des experts-comptables**

**32.** (1) Le Conseil tient et publie un tableau appelé, en français, Tableau des experts-comptables de l'Ontario et, en anglais, The Roll of Public Accountants in Ontario.

#### **Inscriptions au tableau et radiations**

- (2) Le Conseil fait ce qui suit :
- a) il inscrit au tableau les nom et adresse de toutes les personnes qui sont ou étaient titulaires d'un permis délivré en vertu de la présente loi et le nom de l'organisme désigné qui leur a délivré leur permis;
  - b) il indique au tableau le statut de la personne en sa qualité de membre et des précisions à cet égard;
  - c) il apporte au tableau les autres ajouts, modifications ou corrections pertinents;
  - d) à l'occasion et au besoin, il radie du tableau les renseignements qui ne sont plus à jour et les stocke ailleurs.

#### **Obligation des organismes désignés**

(3) Les organismes désignés fournissent régulièrement au Conseil des renseignements à jour sur leurs membres qui sont ou étaient titulaires de permis délivrés en vertu de la présente loi et sur le statut de leurs permis.

#### **Versement des droits au Conseil**

**33.** (1) Les organismes désignés versent au Conseil les droits prescrits à acquitter.

#### **Droits différents**

(2) Le Conseil peut établir des distinctions, de façon équitable selon les avantages que l'organisme désigné et ses membres retirent des activités du Conseil, entre les organismes désignés en ce qui concerne les droits que chacun d'eux doit acquitter.

#### **Paiement des dépenses, des traitements et des pensions de retraite**

- 34.** (1) Le Conseil peut :
- a) sous réserve du paragraphe (3), payer aux membres du Conseil les indemnités de déplacement et les frais de subsistance engagés dans l'exercice de leurs fonctions;
  - b) verser au registraire et aux employés du Conseil leurs traitement et indemnités et, au moment de leur retraite ou de leur décès, une rente et des gratifications.

#### **Recommandations concernant le traitement et les indemnités**

(2) Le Conseil peut faire des recommandations au lieutenant-gouverneur en conseil à l'égard du traitement et des indemnités versés à ses membres et au président, au vice-président, au secrétaire et aux autres dirigeants.

**Payment of salary and remuneration to officers**

(3) The Council shall pay to the members of the Council and to the Chair, vice-Chair, secretary and other officers the salaries and remuneration determined by order of the Lieutenant Governor in Council.

**Audit of accounts**

**35.** (1) The accounts of the Council shall be audited annually by a person licensed under this Act and appointed annually by the Council, who shall not be, nor have been in the previous five years, either a member of the Council or a person who is in partnership with a member of the Council.

**Transition audit**

(2) The Council shall have a transition audit performed on its accounts by a person described in subsection (1) within 60 days after the day this section comes into force.

**Accounts to be furnished to Minister**

**36.** (1) Within 120 days after the end of each financial year, the Council shall forward a copy of its audited accounts for that year to the Minister.

**Publication of annual accounts**

(2) The Council shall publish its annual audited accounts on the Internet at a publicly accessible and freely available prescribed website and shall make them available as a document or in any other format, on request and at cost, to members of the public.

## MISCELLANEOUS

**No costs, etc., recoverable by unlicensed person**

**37.** (1) No person is entitled to recover any costs incurred or charges made as a public accountant unless the person was licensed under this Act or under the *Public Accountancy Act* at the time when the costs were incurred or when the services were rendered in respect of which the charges were made.

**Same, corporations**

(2) No corporation is entitled to recover any costs incurred or charges made as a public accountant unless the corporation was a professional corporation that held a valid certificate of authorization at the time when the costs were incurred or the services were rendered in respect of which the charges were made.

**Authentication of regulations and other documents**

**38.** (1) Every regulation, licence, notice or other document made, granted or issued by the Council for any purpose whatsoever may be signed on behalf of the Council by the registrar or secretary or by such other officer of the Council as may from time to time be authorized by the Council to do so.

**Same**

(2) A regulation, licence, notice or other document signed in accordance with subsection (1) is proof, in the

**Versement du traitement et des indemnités des dirigeants**

(3) Le Conseil verse aux membres du Conseil et au président, au vice-président, au secrétaire et aux autres dirigeants le traitement et les indemnités que fixe par décret le lieutenant-gouverneur en conseil.

**Vérification des comptes**

**35.** (1) Les comptes du Conseil sont vérifiés annuellement par le titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi qui est nommé chaque année par le Conseil. Ce vérificateur ne doit être, ni ne doit avoir été au cours des cinq années précédentes, un membre du Conseil ou une personne qui exerce en société de personnes avec un membre du Conseil.

**Vérification transitoire**

(2) Le Conseil fait effectuer une vérification transitoire de ses comptes par une personne visée au paragraphe (1) dans les 60 jours qui suivent le jour de l'entrée en vigueur du présent article.

**Transmission des comptes vérifiés au ministre**

**36.** (1) Le Conseil transmet au ministre, dans les 120 jours qui suivent la fin de chaque exercice, une copie de ses comptes vérifiés pour l'exercice terminé.

**Publication des comptes annuels**

(2) Le Conseil publie ses comptes vérifiés annuels sur Internet, sur un site Web prescrit d'accès public et gratuit. Sur demande et à titre onéreux, il les met à la disposition des membres du public sous forme de document ou sous un autre support.

## DISPOSITIONS DIVERSES

**Frais non recouvrables par les personnes non titulaires d'un permis**

**37.** (1) Les frais engagés ou les honoraires demandés pour services rendus par une personne à titre d'expert-comptable ne peuvent pas être recouverts si cette personne n'était pas titulaire, au moment où les frais ont été engagés ou les services rendus, d'un permis délivré en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur la comptabilité publique*.

**Idem : sociétés**

(2) Les frais engagés ou les honoraires demandés pour services rendus par une société à titre d'expert-comptable ne peuvent être recouverts que s'il s'agissait d'une société professionnelle qui détenait un certificat d'autorisation valide au moment où les frais ont été engagés ou les services rendus.

**Authenticité des règlements et autres documents**

**38.** (1) Tout règlement, permis, avis ou autre document émanant du Conseil peut être signé en son nom par le registraire ou le secrétaire ou par un autre dirigeant du Conseil que celui-ci autorise à cette fin.

**Idem**

(2) La signature apposée sur tout règlement, permis, avis ou autre document conformément au paragraphe (1)

absence of evidence to the contrary, of the regulation, licence, notice or other document.

#### Service of documents

**39.** (1) Subject to subsection (3), any notice or document required to be given by or for the purposes of this Act may be given by personal service or may be sent by ordinary mail, by fax, by courier or by electronic mail.

#### Deemed to be properly addressed

(2) When a notice or document is sent in accordance with subsection (1), it is deemed to be properly addressed if addressed to the person or body for whom intended at the latest address of the person or body appearing in the Roll or records of the Council.

#### Service by registered mail

(3) Any notice relating to the following shall be given by personal service or shall be sent by a form of mail that provides proof of delivery:

1. The refusal to issue or renew a licence.
2. The revocation or suspension of a licence.
3. The removal of the name of any person from the Roll, on the resignation of the person.

#### Deemed service

(4) A notice given in accordance with this section is effective, if given by personal service, on the day it is given and in all other cases three business days after the day the notice was sent.

#### Freedom from action

**40.** No action shall be brought against the Council, any member or former member of the Council or employee or agent of the Council for any act done in good faith in the exercise or performance or the intended exercise or performance of any power or duty under this Act or for any neglect or default in the exercise or performance in good faith of such power or duty.

### REGULATIONS

#### Regulations

**41.** (1) Except in respect of the matters concerning which the Lieutenant Governor in Council may make regulations under section 42, the Council,

- (a) may prescribe by regulation anything that is authorized to be prescribed by this Act;
- (b) shall prescribe by regulation anything that is required to be prescribed by this Act; and
- (c) may make such further regulations as may seem to the Council necessary or desirable for carrying out or facilitating any of the purposes of this Act.

#### Adoption of codes

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the Council's power to make regulations may be exercised by adopting by reference, in whole or in part and with such changes as the Council considers necessary,

constitue la preuve, en l'absence de preuve contraire, de l'authenticité du document.

#### Signification des documents

**39.** (1) Sous réserve du paragraphe (3), les avis ou documents qui doivent être donnés ou transmis pour l'application de la présente loi peuvent être donnés ou transmis par signification à personne ou envoyés par courrier ordinaire, par télécopie, par messagerie ou par courrier électronique.

#### Avis et documents réputés adressés correctement

(2) Lorsque les avis ou les documents sont envoyés conformément au paragraphe (1), ils sont réputés adressés correctement s'ils portent le nom de la personne ou de l'organisme visé et sa dernière adresse indiquée au tableau ou dans les dossiers du Conseil.

#### Signification par courrier recommandé

(3) Est remis par signification à personne ou est envoyé par courrier sous une forme qui fournit la preuve de la livraison l'avis concernant ce qui suit :

1. Le refus de délivrer ou de renouveler un permis.
2. La révocation ou la suspension d'un permis.
3. La radiation du nom d'une personne du tableau lorsque celle-ci démissionne.

#### Avis réputé signifié

(4) L'avis donné conformément au présent article prend effet, s'il est signifié à personne, le jour où il est donné et dans tous les autres cas, trois jours ouvrables après le jour de son envoi.

#### Irrecevabilité d'actions

**40.** Est irrecevable l'action intentée contre le Conseil, ses membres ou anciens membres ou ses employés ou mandataires pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'un pouvoir ou d'une fonction prévus par la présente loi ou pour une négligence ou un manquement commis dans l'exercice de bonne foi de ce pouvoir ou de cette fonction.

### RÈGLEMENTS

#### Règlements

**41.** (1) Sauf à l'égard des questions au sujet desquelles le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre des règlements en application de l'article 42, le Conseil :

- a) peut prescrire par règlement tout ce que la présente loi permet de prescrire;
- b) doit prescrire par règlement tout ce que la présente loi exige de prescrire;
- c) peut prendre les autres règlements qui lui semblent nécessaires ou souhaitables pour assurer ou favoriser l'application de la présente loi.

#### Adoption de codes

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le Conseil peut exercer son pouvoir de prendre des règlements en adoptant par renvoi, avec les modifications qu'il juge nécessaires, tout ou partie d'un code, d'une

any code, standard, guideline or procedure and requiring compliance with the thing as adopted.

**Regulation general or specific**

(3) A regulation made by the Council under subsection (1) or (2) may be general or specific in its application and may distinguish among designated bodies and between licensees and classes of licensees.

**Publication of regulations**

(4) The Council shall publish the regulations on the Internet at a publicly accessible and freely available prescribed website and shall make them available as a document or in any other format, on request and at cost, to members of the public.

**Minister may require regulations**

(5) The Minister may, on written notice, require that the Council make, amend or revoke a regulation that it has the authority to make, amend or revoke, as described in subsection (1).

**Lieutenant Governor in Council may make regulation**

(6) If the Council does not make, amend or revoke the regulation as required by the Minister within 30 days after receiving notice from the Minister, the Lieutenant Governor in Council may make a regulation that carries out the intent of the Minister's requirement.

**Conflict**

(7) A regulation made by the Lieutenant Governor in Council under subsection (6) may amend or revoke a regulation made by the Council under subsection (1) or (2) and, in the event of a conflict between the regulation made by the Lieutenant Governor in Council and the one made by the Council, the regulation made by the Lieutenant Governor in Council prevails.

**Regulations made by Lieutenant Governor in Council**

**42.** (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing an entity as a designated body;
- (b) respecting limitations on what constitutes the practice of public accounting for the purposes of section 2;
- (c) respecting the composition of the Council, the manner of the appointment of members of the Council and the terms of office of the members of the Council;
- (d) prescribing matters to be dealt with by the Council for the purposes of clause 19 (3) (c);
- (e) with respect to requirements that are to be included in standards for the purposes of clause 19 (4) (n);
- (f) prescribing the date by which standards must be submitted to the Minister for the purposes of subsection 19 (9).

norme, d'une ligne directrice ou d'une procédure, et en exigeant l'observation.

**Portée**

(3) Les règlements pris par le Conseil en vertu du paragraphe (1) ou (2) peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent établir des distinctions entre les organismes désignés et entre les titulaires de permis et les catégories de titulaires de permis.

**Publication des règlements**

(4) Le Conseil publie les règlements sur Internet, sur un site Web prescrit d'accès public et gratuit. Sur demande et à titre onéreux, il les met à la disposition des membres du public sous forme de document ou sous un autre support.

**Règlements exigés par le ministre**

(5) Le ministre peut exiger, sur avis écrit, que le Conseil prenne, modifie ou abroge un règlement qu'il a le pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger, comme le prévoit le paragraphe (1).

**Prise d'un règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil**

(6) Si le Conseil ne prend pas, ne modifie pas ou n'abroge pas le règlement, contrairement à ce qu'exige le ministre, au plus tard 30 jours après avoir reçu l'avis du ministre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre un règlement qui donne effet à l'exigence du ministre.

**Incompatibilité**

(7) Un règlement pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en application du paragraphe (6) peut modifier ou abroger un règlement pris par le Conseil en application du paragraphe (1) ou (2) et les dispositions du premier l'emportent sur les dispositions incompatibles du second.

**Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil**

**42.** (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire une entité comme organisme désigné;
- b) traiter des restrictions relatives à ce qui constitue l'exercice de l'expertise comptable pour l'application de l'article 2;
- c) traiter de la composition du Conseil, du mode de nomination de ses membres et de la durée de leurs mandats;
- d) prescrire les questions dont doit traiter le Conseil pour l'application de l'alinéa 19 (3) c);
- e) traiter des exigences qui doivent être comprises dans les normes pour l'application de l'alinéa 19 (4) n);
- f) prescrire la date limite à laquelle les normes doivent être soumises au ministre pour l'application du paragraphe 19 (9).

**Regulation general or specific**

(2) A regulation made under subsection 41 (6) or subsection (1) may be general or specific in its application.

**Regulations, transitional matters**

**43.** (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) in respect of transitional matters required or authorized under section 44;
- (b) providing for transitional matters,
  - (i) to facilitate the implementation of this Act or any provision of this Act, or
  - (ii) to deal with problems or issues arising as a result of the repeal of the *Public Accountancy Act* and the enactment of this Act.

**Conflicts**

(2) If there is a conflict between a regulation under this section and any other regulation, the regulation under this section prevails.

**Regulation general or specific**

(3) A regulation made under this section may be general or specific in its application.

## TRANSITION

**Transition****Licensees under *Public Accountancy Act***

**44.** (1) A person who is licensed under the *Public Accountancy Act* on the day this section comes into force is deemed to be licensed under this Act and the licence is continued until July 1, 2005 or the prescribed date.

**Permit holders under *Public Accountancy Act***

(2) A person who holds a permit to practise as a non-resident without a licence under subsection 24 (2) of the *Public Accountancy Act* on the day this section comes into force may continue to practise in accordance with the permit until July 1, 2005 or the prescribed date.

**Applicants for licence**

(3) Despite the repeal of the *Public Accountancy Act*, a person may apply for licensing as a public accountant under subsection 14 (1) of that Act until March 31, 2005 and if the person satisfies the requirements of that subsection, he or she shall be licensed under this Act and the licence is valid until July 1, 2005 or the prescribed date.

**Membership in designated body**

(4) Section 4 (mandatory membership in designated

**Portée**

(2) Les règlements pris en application du paragraphe 41 (6) ou du paragraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière.

**Règlements : questions transitoires**

**43.** (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) traiter des questions transitoires requises ou autorisées aux termes de l'article 44;
- b) prévoir les questions transitoires :
  - (i) soit pour faciliter la mise en oeuvre de la présente loi ou de l'une quelconque de ses dispositions,
  - (ii) soit pour traiter des problèmes ou questions découlant de l'abrogation de la *Loi sur la comptabilité publique* et de l'édiction de la présente loi.

**Incompatibilité**

(2) Les dispositions d'un règlement pris en application du présent article l'emportent sur les dispositions incompatibles de tout autre règlement.

**Portée**

(3) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière.

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

**Dispositions transitoires****Titulaires de permis délivrés en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique***

**44.** (1) Quiconque est, le jour de l'entrée en vigueur du présent article, titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique* est réputé titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi et son permis est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2005 ou jusqu'à la date prescrite.

**Titulaires d'autorisations accordées en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique***

(2) Quiconque est titulaire d'une autorisation d'exercer à titre de non-résident sans permis, accordée en vertu du paragraphe 24 (2) de la *Loi sur la comptabilité publique* le jour de l'entrée en vigueur du présent article, peut continuer d'exercer conformément à l'autorisation jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2005 ou jusqu'à la date prescrite.

**Auteurs de demandes de permis**

(3) Malgré l'abrogation de la *Loi sur la comptabilité publique*, quiconque peut faire une demande de permis à titre d'expert-comptable en application du paragraphe 14 (1) de cette loi jusqu'au 31 mars 2005 et s'il satisfait aux exigences de ce paragraphe, il obtient un permis délivré en vertu de la présente loi, et son permis est valide jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2005 ou jusqu'à la date prescrite.

**Adhésion à un organisme désigné**

(4) L'article 4 (adhésion obligatoire à un organisme



body) does not apply to a person who is deemed to be licensed under subsection (1) for the period set out in that subsection, except for a person who is a member of the Institute of Chartered Accountants of Ontario.

**Certificates of authorization**

(5) A corporation that holds a certificate of authorization under the *Public Accountancy Act* on the day this section comes into force is deemed to hold a certificate under this Act and the certificate is continued until July 1, 2005 or the prescribed date.

**Council under the *Public Accountancy Act***

(6) On the day subsection 25 (1) (composition of Council) comes into force, the members of the Council appointed and elected under section 3 of the *Public Accountancy Act* who are in office are replaced by members appointed under that subsection.

**Same**

(7) Despite subsection (6), the members appointed and elected under section 3 of the *Public Accountancy Act* who are in office on the day this section comes into force shall continue to act as the Council until six months after the day this section comes into force or such other date as is prescribed in respect of the following:

1. Licensing of applicants under subsection (3).
2. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, making regulations in respect of fees under section 17 of the *Public Accountancy Act*.
3. Revocation of licences under section 18 of the *Public Accountancy Act*, notice in respect of the revocation of a licence under section 19 of that Act, the effect of the revocation of a licence under section 20 of that Act and appeals under section 21 of that Act.

**Same**

(8) All outstanding matters under subsection 14 (2) or (3) of the *Public Accountancy Act* that are before the Council on the day that this section comes into force are deemed to have lapsed and no further action shall be taken in respect of them.

**Same**

(9) For the purposes this section, a different date may be prescribed for different matters or different classes of matters and for different licensees and different classes of licensees.

**Same**

(10) Despite subsections 45 (2) and (3), subsections 14 (1) and (4) and sections 17, 18, 19, 20 and 21 of the *Public Accountancy Act* as they read on June 9, 2004 continue

désigné) ne s'applique pas à la personne qui est réputée titulaire d'un permis aux termes du paragraphe (1) pour la période indiquée à ce paragraphe, sauf s'il s'agit d'une personne qui est membre de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario.

**Certificats d'autorisation**

(5) La société qui détient un certificat d'autorisation visé par la *Loi sur la comptabilité publique* le jour de l'entrée en vigueur du présent article est réputée détenir un certificat visé par la présente loi et son certificat est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2005 ou jusqu'à la date prescrite.

**Conseil au sens de la *Loi sur la comptabilité publique***

(6) Le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 25 (1) (composition du Conseil), les membres du Conseil nommés et élus en application de l'article 3 de la *Loi sur la comptabilité publique* qui sont en fonction sont remplacés par des membres nommés en application de ce paragraphe.

**Idem**

(7) Malgré le paragraphe (6), les membres nommés et élus en application de l'article 3 de la *Loi sur la comptabilité publique* qui sont en fonction le jour de l'entrée en vigueur du présent article continuent de constituer le Conseil pendant les six mois qui suivent le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou jusqu'à toute autre date prescrite à l'égard de ce qui suit :

1. La délivrance de permis aux auteurs de demandes visés au paragraphe (3).
2. Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, la prise de règlements à l'égard des droits en vertu de l'article 17 de la *Loi sur la comptabilité publique*.
3. La révocation des permis en vertu de l'article 18 de la *Loi sur la comptabilité publique*, l'avis de révocation d'un permis prévu à l'article 19 de cette loi, l'effet de la révocation d'un permis prévu à l'article 20 de cette loi et les appels visés à l'article 21 de cette loi.

**Idem**

(8) Toutes les questions en suspens dans le cadre du paragraphe 14 (2) ou (3) de la *Loi sur la comptabilité publique* dont est toujours saisi le Conseil le jour de l'entrée en vigueur du présent article sont réputées caduques et aucune autre mesure ne doit être prise à l'égard de celles-ci.

**Idem**

(9) Pour l'application du présent article, une date différente peut être prescrite pour différentes questions ou différentes catégories de questions ainsi que pour différents titulaires de permis ou différentes catégories de titulaires de permis.

**Idem**

(10) Malgré les paragraphes 45 (2) et (3), les paragraphes 14 (1) et (4) et les articles 17, 18, 19, 20 et 21 de la *Loi sur la comptabilité publique*, tels qu'ils existaient le

in force for the purposes of this section until this section is repealed.

Same

(11) This section is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**REPEAL, AMENDMENTS, COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Repeal

45. (1) Subject to subsections (2) and (3), the *Public Accountancy Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 18, Schedule B, section 12, 2000, chapter 42, Schedule, sections 24 to 28, 2001, chapter 8, sections 211 to 213, 2002, chapter 18, Schedule A, section 16 and 2002, chapter 24, Schedule C, is repealed.

Same

(2) Subsection 14 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 24, Schedule C, section 5, and subsection 14 (4) of the Act, as enacted by 2000, chapter 42, Schedule, section 25 and amended by 2001, chapter 8, section 211, are repealed.

Same

(3) Section 17 of the Act, section 18 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 24, Schedule C, section 6, and sections 19 to 21 of the Act are repealed.

Table of amendments

46. (1) The Acts named in the Table to this section are amended by striking out "*Public Accountancy Act*" wherever it appears in the provisions referenced in the Table and substituting in each case "*Public Accounting Act, 2004*".

Arrangement of Table

- (2) In the Table,
- (a) Column I sets out the chapter numbers being amended;
  - (b) Column II names the Acts that are being amended; and
  - (c) Column III names the provisions that are being amended.

9 juin 2004 demeurent en vigueur pour l'application du présent article jusqu'à l'abrogation de ce dernier.

Idem

(11) Le présent article est abrogé le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**ABROGATION, MODIFICATIONS, ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

Abrogation

45. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la *Loi sur la comptabilité publique*, telle qu'elle est modifiée par l'article 12 de l'annexe B du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1998, par les articles 24 à 28 de l'annexe du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, par les articles 211 à 213 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2001 et par l'article 16 de l'annexe A du chapitre 18 et l'annexe C du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 2002, est abrogée.

Idem

(2) Le paragraphe 14 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 5 de l'annexe C du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 2002, et le paragraphe 14 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 25 de l'annexe du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000 et tel qu'il est modifié par l'article 211 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2001, sont abrogés.

Idem

(3) L'article 17 de la Loi, l'article 18 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 de l'annexe C du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 2002, et les articles 19 à 21 de la Loi sont abrogés.

Tableau des modifications

46. (1) Les lois dont le titre figure dans le tableau du présent article sont modifiées par substitution de «*Loi de 2004 sur l'expertise comptable*» à «*Loi sur la comptabilité publique*» partout où figure ce titre dans les dispositions mentionnées dans le tableau.

Structure du tableau

- (2) Le tableau est structuré comme suit :
- a) la colonne I indique le numéro des chapitres qui sont modifiés;
  - b) la colonne II indique le titre des lois qui sont modifiées;
  - c) la colonne III indique les dispositions qui sont modifiées.

TABLE

I Chapter	II Act	III Provision
A.28	Art Gallery of Ontario Act	15
A.35	Audit Act	8 and 28
B.2	Bailiffs Act	13 (3)
B.16	Business Corporations Act	49 (2) (b) (ii)
C.14	Collection Agencies Act	21 (3)
S.O. 2001, c.33	Community Care Access Corporations Act, 2001	12 (1)
S.O. 1998, c.19	Condominium Act, 1998	English version of definition of "auditor" in 1 (1)
C.27	Conservation Authorities Act	38 (1)
S.O. 1994, c.11	Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994	Definition of "auditor" in 1 and 160 (1) (a) (i)
S.O. 1996, c.22	Crown Foundations Act, 1996	16 (1)
E.2	Education Act	9, 86 (4), 253 (1) and 257.30 (2)
S.O. 1996, c.11	Education Quality and Accountability Office Act, 1996	24 (2)
E.7	Election Finances Act	40 (1) and (2)
S.O. 1998, c.15, Schedule A	Electricity Act, 1998	20
S.O. 1999, c.4	Fairness is a Two-Way Street Act (Construction Labour Mobility), 1999	2 (2) (a)
S.O. 1997, c.4	Fire Protection and Prevention Act, 1997	70
G.7	George R. Gardiner Museum of Ceramic Art Act	13
S.O. 2001, c.23, Schedule A	GO Transit Act, 2001	13 (1), (2) and (3)
S.O. 1998, c.37	Hummingbird Performing Arts Centre Corporation Act, 1998	18 (1)
I.8	Insurance Act	Definition of "accountant" in 1
S.O. 1995, c.1, Schedule A	Labour Relations Act, 1995	92 (2), definition of "public accountant" in 92.1 (1) and 93 (2)
L.25	Loan and Trust Corporations Act	Definition of "accountant" in 1
M.11	Metropolitan Toronto Convention Centre Corporation Act	12 (2)
M.23	Ministry of Energy Act	9
M.39	Mortgage Brokers Act	27 (3)
S.O. 2002, c.30, Schedule B	Motor Vehicle Dealers Act, 2002	24 (4)
M.42	Motor Vehicle Dealers Act	18 (1)
S.O. 2001, c.25	Municipal Act, 2001	296 (1)
S.O. 1996, c.32, Schedule	Municipal Elections Act, 1996	78 (4) and 81 (5)
S.O. 2002, c.8, Schedule E	Ontario College of Art & Design Act, 2002	12 (1)
S.O. 1998, c.15, Schedule B	Ontario Energy Board Act, 1998	4.8 (3)
S.O. 1999, c.12, Schedule L	Ontario Lottery and Gaming Corporation Act, 1999	9 (2)
O.45	Ottawa Congress Centre Act	12 (2)
S.O. 2002, c.30, Schedule C	Real Estate and Business Brokers Act, 2002	28 (4)
R.4	Real Estate and Business Brokers Act	21 (4)
S.4	Science North Act	13
S.5	Securities Act	3.9 (3)
S.O. 1999, c.7, Schedule A	Taxpayer Protection Act, 1999	11 (6)
S.O. 1993, c.15	Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993	12 (11)
S.O. 2002, c.28	Toronto Waterfront Revitalization Corporation Act, 2002	10
S.O. 2002, c.30, Schedule D	Travel Industry Act, 2002	24 (3)
T.19	Travel Industry Act	15 (1)
H.20	Trillium Gift of Life Network Act	8.14 (1)
S.O. 1992, c.22	University Foundations Act, 1992	9 (1)
S.O. 2002, c.8, Schedule O	University of Ontario Institute of Technology Act, 2002	16 (1)

I Chapter	II Act	III Provision
S.O. 1992, c.2	Waterfront Regeneration Trust Agency Act, 1992	13 (2)
S.O. 1997, c.16, Schedule A	Workplace Safety and Insurance Act, 1997	168 (3)

TABLEAU

I Chapitre	II Loi	III Disposition
A.28	Loi sur le Musée des beaux-arts de l'Ontario	15
A.35	Loi sur la vérification des comptes publics	8 et 28
B.2	Loi sur les huissiers	13 (3)
B.16	Loi sur les sociétés par actions	49 (2) b) (ii)
C.14	Loi sur les agences de recouvrement	21 (3)
L.O. 2001, chap. 33	Loi de 2001 sur les sociétés d'accès aux soins communautaires	12 (1)
L.O. 1998, chap. 19	Loi de 1998 sur les condominiums	Version anglaise de la définition de «auditor» au 1 (1)
C.27	Loi sur les offices de protection de la nature	38 (1)
L.O. 1994, chap. 11	Loi de 1994 sur les caisses populaires et les <i>credit unions</i>	Définition de «vérificateur» à 1, et 160 (1) a) (i)
L.O. 1996, chap. 22	Loi de 1996 sur les fondations de la Couronne	16 (1)
E.2	Loi sur l'éducation	9, 86 (4), 253 (1) et 257.30 (2)
L.O. 1996, chap. 11	Loi de 1996 sur l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	24 (2)
E.7	Loi sur le financement des élections	40 (1) et (2)
L.O. 1998, chap. 15, annexe A	Loi de 1998 sur l'électricité	20
L.O. 1999, chap. 4	Loi de 1999 portant que la justice n'est pas à sens unique (mobilité de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction)	2 (2) a)
L.O. 1997, chap. 4	Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie	70
G.7	Loi sur le <i>George R. Gardiner Museum of Ceramic Art</i>	13
L.O. 2001, chap. 23, annexe A	Loi de 2001 sur le Réseau GO	13 (1), (2) et (3)
L.O. 1998, chap. 37	Loi de 1998 sur la Société du Centre Hummingbird des arts d'interprétation	18 (1)
I.8	Loi sur les assurances	Définition de «comptable» à 1
L.O. 1995, chap. 1, annexe A	Loi de 1995 sur les relations de travail	92 (2), définition de «comptable public» au 92.1 (1), et 93 (2)
L.25	Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie	Définition de «comptable» à 1
M.11	Loi sur la Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	12 (2)
M.23	Loi sur le ministère de l'Énergie	9
M.39	Loi sur les courtiers en hypothèques	27 (3)
L.O. 2002, chap. 30, annexe B	Loi de 2002 sur le commerce des véhicules automobiles	24 (4)
M.42	Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	18 (1)
L.O. 2001, chap. 25	Loi de 2001 sur les municipalités	296 (1)
L.O. 1996, chap. 32, annexe	Loi de 1996 sur les élections municipales	78 (4) et 81 (5)
L.O. 2002, chap. 8, annexe E	Loi de 2002 sur l'École d'art et de design de l'Ontario	12 (1)
L.O. 1998, chap. 15, annexe B	Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario	4.8 (3)
L.O. 1999, chap. 12, annexe L	Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario	9 (2)
O.45	Loi sur le Centre des congrès d'Ottawa	12 (2)
L.O. 2002, chap. 30, annexe C	Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier	28 (4)

I Chapitre	II Loi	III Disposition
R.4	Loi sur le courtage commercial et immobilier	21 (4)
S.4	Loi sur Science Nord	13
S.5	Loi sur les valeurs mobilières	3.9 (3)
L.O. 1999, chap. 7, annexe A	Loi de 1999 sur la protection des contribuables	11 (6)
L.O. 1993, chap. 15	Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto	12 (11)
L.O. 2002, chap. 28	Loi de 2002 sur la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto	10
L.O. 2002, chap. 30, annexe D	Loi de 2002 sur le secteur du voyage	24 (3)
T.19	Loi sur les agences de voyages	15 (1)
H.20	Loi sur le Réseau Trillium pour le don de vie	8.14 (1)
L.O. 1992, chap. 22	Loi de 1992 sur les fondations universitaires	9 (1)
L.O. 2002, chap. 8, annexe O	Loi de 2002 sur l'Institut universitaire de technologie de l'Ontario	16 (1)
L.O. 1992, chap. 2	Loi de 1992 sur l'Agence fiduciaire de régénération du secteur riverain	13 (2)
L.O. 1997, chap. 16, annexe A	Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	168 (3)

## Amendments to French versions of Acts

47. (1) The French versions of the following Acts are amended by striking out “comptable public” wherever it appears in the following provisions and substituting in each case “expert-comptable”:

1. *Bailiffs Act*, subsection 13 (3).
2. *Condominium Act, 1998*, clause 37 (3) (b).
3. *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994*, definition of “vérificateur” in section 1.
4. *Labour Relations Act, 1995*, definition of “comptable public” in subsection 92.1 (1), subsection 92.1 (22), clauses 92.1 (23) (a) and (b) and 92.1 (24) (a) and (b) and subsection 92.1 (25).
5. *Local Roads Boards Act*, subsection 34 (1).
6. *Northern Services Board Act*, subsection 29 (1).
7. *Securities Act*, definition of “vérificateur” in subsection 78 (4).

Same

(2) The French versions of the following Acts are amended by striking out “comptables publics” wherever it appears in the following provisions and substituting in each case “experts-comptables”:

1. *Ontario College of Art & Design Act, 2002*, subsection 12 (1).
2. *University of Ontario Institute of Technology Act, 2002*, subsection 16 (1).

## Modifications apportées à la version française de lois

47. (1) La version française des lois suivantes est modifiée par substitution de «expert-comptable» à «comptable public» partout où figure ce terme dans les dispositions suivantes :

1. *Loi sur les huissiers*, paragraphe 13 (3).
2. *Loi de 1998 sur les condominiums*, alinéa 37 (3) b).
3. *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*, définition de «vérificateur» à l'article 1.
4. *Loi de 1995 sur les relations de travail*, définition de «comptable public» au paragraphe 92.1 (1), paragraphe 92.1 (22), alinéas 92.1 (23) a) et b), 92.1 (24) a) et b), et paragraphe 92.1 (25).
5. *Loi sur les régies des routes locales*, paragraphe 34 (1).
6. *Loi sur les régies des services publics du Nord*, paragraphe 29 (1).
7. *Loi sur les valeurs mobilières*, définition de «vérificateur» au paragraphe 78 (4).

Idem

(2) La version française des lois suivantes est modifiée par substitution de «experts-comptables» à «comptables publics» partout où figure ce terme dans les dispositions suivantes :

1. *Loi de 2002 sur l'École d'art et de design de l'Ontario*, paragraphe 12 (1).
2. *Loi de 2002 sur l'Institut universitaire de technologie de l'Ontario*, paragraphe 16 (1).

**3. *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*, subsection 168 (3).**

Same

**(3) The definition of “vérificateur” in the French version of subsection 1 (1) of the *Condominium Act, 1998* is repealed and the following substituted:**

«vérificateur» Personne titulaire d'un permis d'expert-comptable délivré en vertu de la *Loi de 2004 sur l'expertise comptable* qui est nommée vérificateur d'une association aux termes de l'article 60. («auditor»)

*Certified General Accountants Association of Ontario Act, 1983*

**48. The *Certified General Accountants Association of Ontario Act, 1983*, being chapter Pr6, is amended by adding the following section:**

**Freedom from action**

**7.1** No action shall be brought against the Board, the Association, any member or former member of the Board, any member or former member of the Association or any employee or agent of the Board or the Association for any act done in good faith in the exercise or performance or the intended exercise or performance of any power or duty in respect of the licensing or governing the activities of any member of the Association as a public accountant under the *Public Accounting Act, 2004* or for any neglect or default in the exercise or performance in good faith of such duty or power.

*The Chartered Accountants Act, 1956*

**49. The *Chartered Accountants Act, 1956* is amended by adding the following section:**

**Freedom from action**

**8.1** No action shall be brought against the council, the Institute, any member or former member of the council, any member or former member of the Institute or any employee or agent of the council or the Institute for any act done in good faith in the exercise or performance or the intended exercise or performance of any power or duty in respect of the licensing or governing the activities of any member of the Institute as a public accountant under the *Public Accounting Act, 2004* or for any neglect or default in the exercise or performance in good faith of such duty or power.

*Society of Management Accountants of Ontario Act, 1941*

**50. The *Society of Management Accountants of Ontario Act, 1941*, being chapter 77, is amended by adding the following section:**

**Freedom from action**

**10.1** No action shall be brought against the Council, the Society, any member or former member of the Council, any member or former member of the Society or any employee or agent of the Council or the Society for any act done in good faith in the exercise or performance or

**3. *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*, paragraphe 168 (3).**

Idem

**(3) La définition de «vérificateur» dans la version française du paragraphe 1 (1) de la *Loi de 1998 sur les condominiums* est abrogée et remplacée par ce qui suit :**

«vérificateur» Personne titulaire d'un permis d'expert-comptable délivré en vertu de la *Loi de 2004 sur l'expertise comptable* qui est nommée vérificateur d'une association aux termes de l'article 60. («auditor»)

*Loi intitulée Certified General Accountants Association of Ontario Act, 1983*

**48. La loi intitulée *Certified General Accountants Association of Ontario Act, 1983*, qui constitue le chapitre Pr6, est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

**Freedom from action**

**7.1** No action shall be brought against the Board, the Association, any member or former member of the Board, any member or former member of the Association or any employee or agent of the Board or the Association for any act done in good faith in the exercise or performance or the intended exercise or performance of any power or duty in respect of the licensing or governing the activities of any member of the Association as a public accountant under the *Public Accounting Act, 2004* or for any neglect or default in the exercise or performance in good faith of such duty or power.

*Loi intitulée The Chartered Accountants Act, 1956*

**49. La loi intitulée *The Chartered Accountants Act, 1956* est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

**Freedom from action**

**8.1** No action shall be brought against the council, the Institute, any member or former member of the council, any member or former member of the Institute or any employee or agent of the council or the Institute for any act done in good faith in the exercise or performance or the intended exercise or performance of any power or duty in respect of the licensing or governing the activities of any member of the Institute as a public accountant under the *Public Accounting Act, 2004* or for any neglect or default in the exercise or performance in good faith of such duty or power.

*Loi intitulée Society of Management Accountants of Ontario Act, 1941*

**50. La loi intitulée *Society of Management Accountants of Ontario Act, 1941*, qui constitue le chapitre 77, est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

**Freedom from action**

**10.1** No action shall be brought against the Council, the Society, any member or former member of the Council, any member or former member of the Society or any employee or agent of the Council or the Society for any act done in good faith in the exercise or performance or

the intended exercise or performance of any power or duty in respect of the licensing or governing the activities of any member of the Society as a public accountant under the *Public Accounting Act, 2004* or for any neglect or default in the exercise or performance in good faith of such duty or power.

**Commencement**

**51. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.**

**Same**

**(2) Sections 1 to 50 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.**

**Short title**

**52. The short title of this Act is the *Public Accounting Act, 2004*.**

the intended exercise or performance of any power or duty in respect of the licensing or governing the activities of any member of the Society as a public accountant under the *Public Accounting Act, 2004* or for any neglect or default in the exercise or performance in good faith of such duty or power.

**Entrée en vigueur**

**51. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.**

**Idem**

**(2) Les articles 1 à 50 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.**

**Titre abrégé**

**52. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2004 sur l'expertise comptable*.**